

Baromètre des préoccupations UBS 2024

Les principales préoccupations sont les soins de santé, l'environnement et l'incertitude économique



gfs.bern



Editorial



Chère lectrice, cher lecteur,

Chaque année depuis près de cinquante ans, le Baromètre des préoccupations livre de précieuses informations sur les thèmes qui préoccupent la population suisse. Je me réjouis que cette publication passionnante d'UBS se poursuive en collaboration avec gfs.bern.

Qu'est-ce qui préoccupe les Suissesses et les Suisses sur le plan sociétal, économique et politique ? Dans quels domaines faudrait-il selon eux impérativement agir ? C'est à ces questions que répond le Baromètre des préoccupations d'UBS. Cette enquête apporte une contribution appréciable à la formation de l'opinion dans notre pays. Les chiffres obtenus mais aussi l'évolution de la perception des différents thèmes sont révélateurs.

En 2024, les vingt préoccupations principales sont davantage marquées par les incertitudes économiques que les années précédentes. Les inquiétudes liées à l'augmentation du coût de la vie, notamment, se reflètent dans les résultats du sondage. Ainsi, la politique de la santé, les caisses-maladie et les primes viennent en tête des préoccupations, suivies de près par la prévoyance vieillesse et par les loyers. La protection de l'environnement et du climat demeure également importante pour les citoyennes et citoyens interrogés. La confiance dans les acteurs politiques est globalement restée stable. En outre, l'électorat juge les innovations très importantes pour le développement économique du pays.

La Suisse compte parmi les nations les plus performantes et les plus compétitives du monde. Nous sommes fiers de pouvoir contribuer à sa prospérité et nous entendons continuer à étendre notre contribution : en fournissant des crédits aux particuliers et aux entreprises, en notre qualité de gestionnaire de fortune, de contribuable, d'entreprise formatrice et d'employeur, mais aussi avec la promotion de l'innovation, de la culture, du sport et de bien d'autres façons encore. Une banque pour la Suisse.

Je vous souhaite une lecture instructive du Baromètre des préoccupations d'UBS 2024 et je vous adresse mes meilleures salutations.

Sabine Keller-Busse
President UBS Switzerland

Ceci est une publication marketing qui n'est pas soumise aux dispositions légales régissant l'indépendance de l'analyse financière.

Sommaire

1.	Introduction	4
1.1.	Méthodologie.....	5
2.	Perception des préoccupations	6
2.1.	Perception des préoccupations au fil des ans	10
2.2.	Différences entre les générations, les sexes et les partis politiques.....	15
3.	Politique	20
4.	Economie et innovation	29
4.1.	Situation économique individuelle.....	29
4.2.	Situation économique générale	34
4.3.	Economie, politique et société	37
4.4.	Innovation et numérisation	39
5.	Géopolitique	44
6.	Synthèse	51
7.	Equipe de gfs-bern	53

1. Introduction

Le **Baromètre des préoccupations UBS** est une étude annuelle visant à observer et à sonder l'opinion des citoyennes et des citoyens suisses. Il existe depuis 48 ans (il portait auparavant le nom de Baromètre des préoccupations du Credit Suisse) ; depuis 1995, les données sont relevées par gfs.bern.

Grâce à la démocratie directe, les électeurs suisses peuvent exercer une influence à tous les niveaux de l'Etat – Confédération, cantons et communes – et participer directement à la conception ou à la modification de certains de ses secteurs. Le Baromètre des préoccupations UBS met en lumière les thèmes et les questions politiques qui leur tiennent particulièrement à cœur ainsi que ceux où les mesures nécessaires sont estimées moins urgentes.

En outre, il fait état de la perception de l'environnement économique et politique ainsi que de l'évaluation des institutions sociales et politiques. Ces aspects constituent la composante centrale du Baromètre, qui ne varie guère d'année en année, permettant de dresser des comparaisons et de montrer les évolutions au fil du temps.

Chaque année, l'élément central du Baromètre des préoccupations UBS est complété par différentes questions sur un thème d'actualité afin de donner place aux sujets urgents du moment. En 2024, ces questions portent sur les incertitudes géopolitiques ainsi que sur l'évaluation par la population helvétique de l'innovation et de la place de la Suisse en tant que centre d'innovation.

Le Baromètre des préoccupations UBS est donc un instrument de démoscopie largement éprouvé depuis de nombreuses années, qui reflète de manière exhaustive l'état d'esprit et l'opinion de la population suisse sur des thèmes sociétaux et politiques.

1.1. Méthodologie

Afin de tenir compte au mieux de la situation politique et économique dans laquelle se trouve actuellement la Suisse, le questionnaire du Baromètre des préoccupations UBS est réévalué chaque année et légèrement adapté aux conditions sociales et politiques du moment, notamment en ce qui concerne les défis perçus.

2250 personnes ayant le droit de vote et provenant de toute la Suisse ont été interrogées dans le cadre d'une enquête multi-modale. Les effets méthodologiques de chacun des modes d'enquête ont été identifiés. Ainsi, une pondération systématique a pu être appliquée aux données, permettant de garantir la représentativité. Les entretiens ont eu lieu en août et septembre 2024. L'aperçu ci-dessous fournit des informations détaillées sur les paramètres fondamentaux de cette enquête.

Tableau 1 : Méthode de l'enquête

Donneur d'ordre	UBS
Population de base	Suissesses et Suisses ayant le droit de vote
Collecte des données	Face à face (n = 250) Panel Polittrends (n = 1807) En ligne (n = 193)
Type d'échantillonnage	Face à face : sélection aléatoire des lieux, sélection des quotas des personnes interrogées par région linguistique (ventilation en fonction de l'âge/du sexe) Panel gfs.bern : invitation via le panel gfs.bern En ligne : recrutement en ligne via les réseaux sociaux, accès libre à l'enquête
Période d'enquête	Du 19 août au 16 septembre 2024
Taille de l'échantillon	Total des personnes interrogées N = 2250
Erreur d'échantillonnage	±2,1% à 50/50 et 95% de probabilité
Pondération	Ventilation en fonction de l'âge/du sexe, de la région linguistique, du type de localité et de la méthode

Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août/septembre 2024

2. Perception des préoccupations

En 2024, le thème « Politique de la santé, caisses-maladie et primes » est, de loin, celui qui préoccupe le plus les électeurs suisses (48%). La hausse des coûts de la santé a également marqué le débat politique et public ; cette année, plusieurs projets de politique de la santé ont fait l'objet d'une votation au niveau national. En outre, chaque année les médias annoncent dès le printemps que les primes d'assurance-maladie augmenteront fortement l'année suivante.

La 2^e place revient à l'environnement, qui préoccupe environ un tiers des personnes interrogées (32%). Juste derrière, à la 3^e place, figurent l'AVS et la prévoyance vieillesse (29%). La manière de façonner l'avenir de l'AVS et d'assurer la prévoyance vieillesse reste un grand chantier. La nécessité de réformes demeure inchangée. Plus d'un quart des électeurs sont également préoccupés par les thèmes des réfugiés (28%), de l'immigration (26%) et de l'augmentation des coûts du logement (25%).

Les 20 principales préoccupations des électeurs suisses sont fortement matérialistes. La crainte de l'incertitude financière et de l'augmentation du coût de la vie, due à la progression des dépenses, se reflète dans près d'un tiers des préoccupations. Celles-ci incluent notamment les caisses-maladie, la prévoyance vieillesse, les coûts du logement, l'inflation, la nouvelle pauvreté, la pérennité des institutions sociales et la charge fiscale.

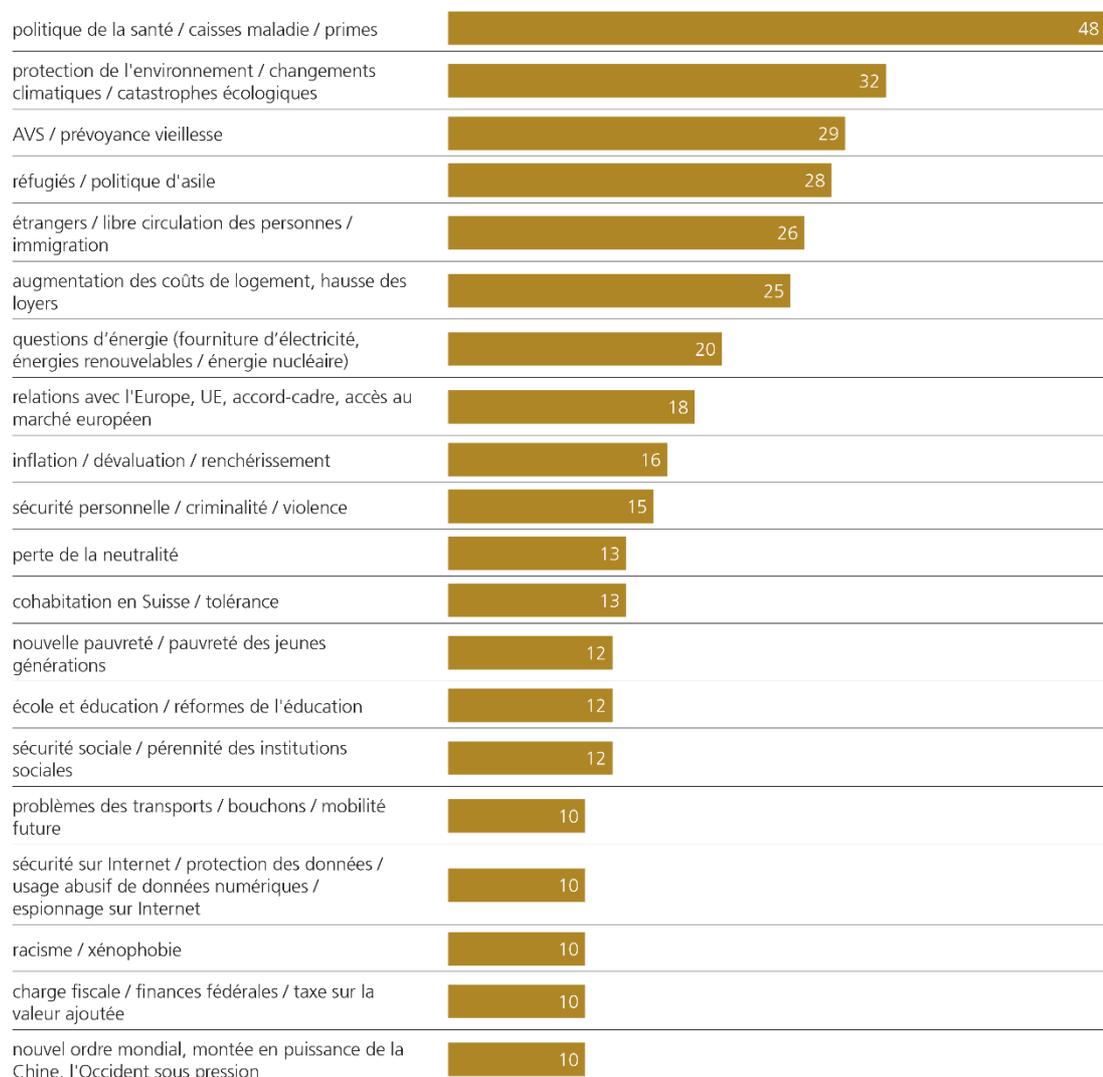
La migration constitue un deuxième grand bloc thématique, composé des préoccupations concernant les réfugiés (28%) et l'immigration (26%). Concernant la libre circulation des personnes, la question de la (nouvelle) organisation des relations entre la Suisse et l'Europe est également indirectement liée à la question de la migration. Mais la préoccupation concernant l'Europe (18%) doit aussi être prise en compte dans le contexte des changements géopolitiques. Outre l'organisation des relations avec l'Union européenne (UE), ce bloc thématique comprend les préoccupations liées à la perte de la neutralité de la Suisse (13%) et à l'émergence d'un nouvel ordre mondial dans lequel l'Occident est de plus en plus sous pression (10%).

Graphique 1

Top 20 préoccupations

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez personnellement comme étant les cinq problèmes les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

L'ordre des trois préoccupations les plus citées n'a pas changé par rapport à l'année précédente. On constate cependant que, dans le contexte des votations sur le thème de la santé au niveau national, une plus grande part des électeurs considère les questions de santé et les primes d'assurance-maladie comme l'une de leurs principales préoccupations (+8 points de pourcentage, pp), tandis que la part de ceux qui s'inquiètent de la protection de l'environnement (-6 pp) ou de la prévoyance vieillesse (-3 pp) a diminué par rapport à l'année précédente.

Le thème de l'asile est nettement plus souvent cité (28%, +8 pp) et se situe désormais à la 4^e place. Cette progression concerne aussi les thèmes proches que sont l'immigration et la hausse des coûts du logement (+3 pp chacun). La thématique de l'immigration préoccupe les Suissesses et les Suisses davantage qu'il y a un an. Par contre, les questions énergétiques, les relations avec l'Europe et l'inflation sont moins fréquemment évoquées. Le thème de la sécurité / criminalité, qui occupe la 10^e place, gagne en importance par rapport à 2023 (+6 pp).

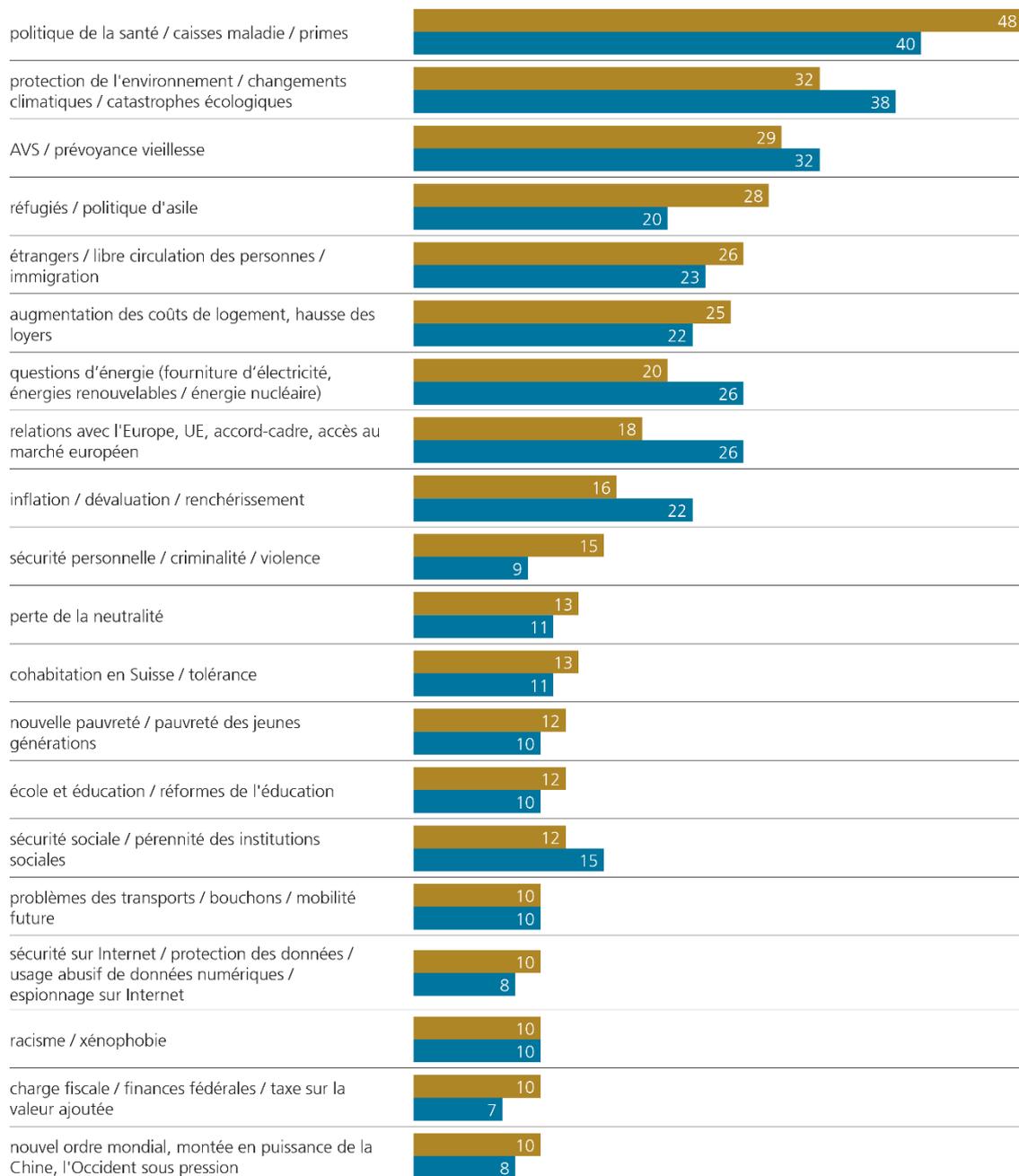
Graphique 1

Top 20 préoccupations – comparaison 2024 – 2023

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez personnellement comme étant les cinq problèmes les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions

■ 2024 ■ 2023



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

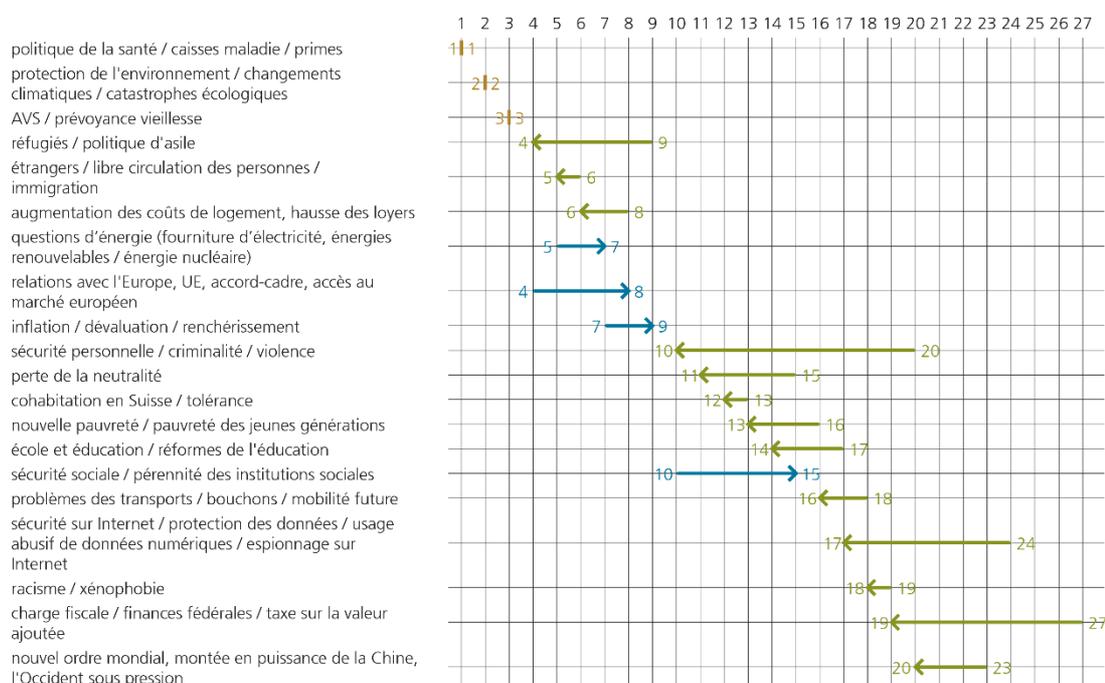
Un coup d’œil sur les changements de rang entre 2023 et 2024 souligne l’importance croissante du thème des réfugiés, qui passe de la 9^e à la 4^e place. Celui de l’immigration gagne une place (passant de la 6^e à la 5^e). La sécurité personnelle, la criminalité et la violence est la préoccupation qui a le plus progressé vers le haut du tableau : elle gagne 10 places et se situe désormais au 10^e rang. Cette préoccupation est donc nettement plus présente parmi les électeurs qu’il y a un an. La comparaison sur le long terme montre que la perception des préoccupations suit l’évolution réelle : si le chômage, l’immigration ou encore la charge des primes augmentent, les préoccupations correspondantes progressent elles aussi. Il en va de même, semble-t-il, pour les préoccupations liées à la criminalité. Selon la statistique policière de la criminalité, le nombre d’infractions pénales en Suisse a augmenté pour la première fois depuis dix ans en 2022 et 2023 ¹.

Les thèmes de l’énergie (-2 places), de l’Europe (-4 places) et de l’inflation (-2 places) sont clairement en recul. Les thèmes des rangs 11 à 20 ont parfois fait de grands bonds en avant (et, dans un cas, en arrière), mais les variations en pourcentage dans la fixation des priorités qui ont conduit à ces changements sont relativement faibles (voir également le graphique 2) : par exemple, le thème de la charge fiscale progresse certes de huit rangs (par rapport à 2023), mais seulement de 3%.

Graphique 2

Top 20 préoccupations – comparaison classement 2024 – 2023

Déplacements dans le classement entre les années 2023 et 2024



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

¹ Statistique policière de la criminalité 2023 : <https://www.bfs.admin.ch/news/fr/2024-0235>

2.1. Perception des préoccupations au fil des ans

Si l'on considère l'évolution des préoccupations dans le domaine de la sécurité sociale sur le long terme, l'importance croissante des questions relatives au système de santé et aux caisses-maladie apparaît clairement : pour près de la moitié des électeurs, ce thème compte parmi les cinq principaux problèmes de la Suisse en 2024. Il faut remonter au milieu des années 2000 pour avoir de tels chiffres. Les primes d'assurance-maladie augmentent fortement depuis 2023, ce qui se reflète dans la forte priorisation de la perception des électeurs. Dans les médias, les coûts de la santé ont également été un thème récurrent cette année, en relation avec plusieurs votations populaires. En juin, les deux initiatives sur l'allègement des primes et le frein aux coûts ont été soumises au vote, et en novembre, la population s'est prononcée sur le financement uniforme des prestations ambulatoires et stationnaires (EFAS).

La prévoyance vieillesse est également l'un des principaux chantiers de réforme en Suisse et a fait l'objet de deux initiatives populaires en 2024, dont celle sur la 13^e rente AVS en mars, qui a été acceptée contre toute attente.

Le rejet de la réforme du 2^e pilier en septembre 2024 a également divisé les esprits. Néanmoins, ces dernières années, les Suissesses et les Suisses ont tendance à moins s'inquiéter à ce sujet. Le rejet de la réforme de la LPP est peut-être lié, dans une certaine mesure, au fait que la pression du 2^e pilier a été plutôt considérée comme faible.

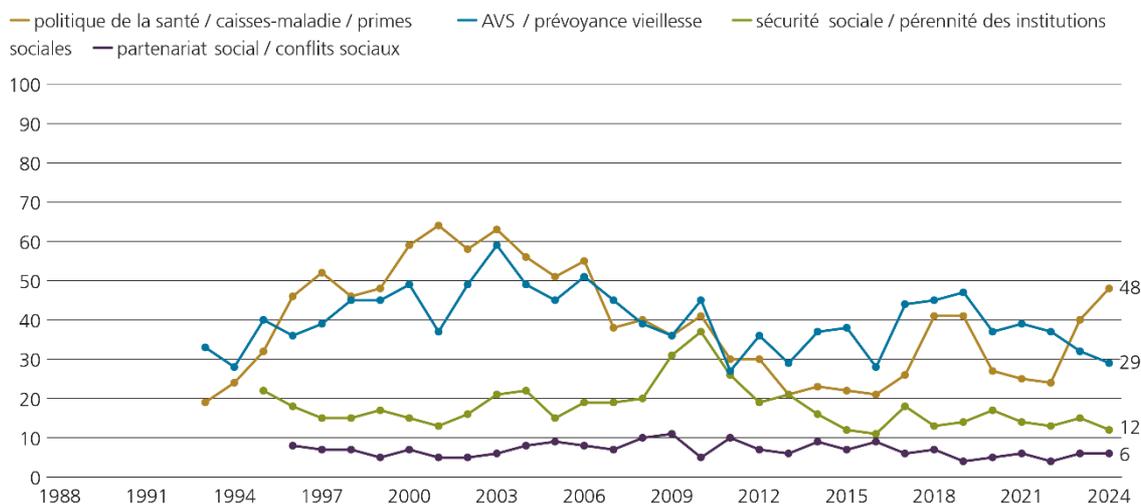
Ces dernières années, le sentiment d'inquiétude concernant les institutions sociales en général et le partenariat social a évolué de manière relativement stable, à un bas niveau.

Graphique 3

Evolution : préoccupations – sécurité sociale et prévoyance

Voici une liste qui comporte quelques sujets dont on a beaucoup parlé et sur lesquels on a beaucoup écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez personnellement comme étant les cinq problèmes les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

Parmi les préoccupations dans le domaine de l'économie qui touchent directement le quotidien des électeurs, le thème des frais de logement a gagné en importance. Depuis 2022, la part des électeurs qui s'inquiètent de la hausse des loyers augmente. Les citoyens suisses sont de plus en plus confrontés à ce problème. En novembre, la population a en outre été appelée à voter sur deux sujets relatifs au droit du bail, ce qui a braqué les projecteurs sur la thématique. Outre les frais de santé, la question des loyers est le deuxième bloc thématique central qui traite de la hausse du coût de la vie et qui préoccupe visiblement la population davantage qu'auparavant. Le renchérissement s'inscrit également dans ce domaine, mais perd de l'importance par rapport aux années 2022 et 2023, où l'inflation était particulièrement au centre de l'attention. La perception du problème dans la population s'atténue avec le recul des taux d'inflation.

En outre, les préoccupations en matière de chômage s'estompent de manière très claire. Jusqu'au milieu des années 2010, la peur de perdre son emploi touchait encore une grande partie de la population et occupait régulièrement la 1^{re} place des préoccupations en Suisse depuis les années 1980. Au cours des dix dernières années, les préoccupations concernant le chômage ont toutefois diminué et sont devenues depuis lors un phénomène marginal : seuls 5% des Suisses considèrent le chômage comme l'un des principaux problèmes du pays. La préoccupation la plus importante il y a quelques années encore ne figure donc même plus aujourd'hui dans le top 20. Au cours de la dernière décennie, la perspective des électeurs sur les questions économiques a ainsi changé fondamentalement : aujourd'hui, la question n'est plus d'avoir un travail et un revenu, mais de savoir si on peut vivre la vie que l'on souhaite avec son salaire.

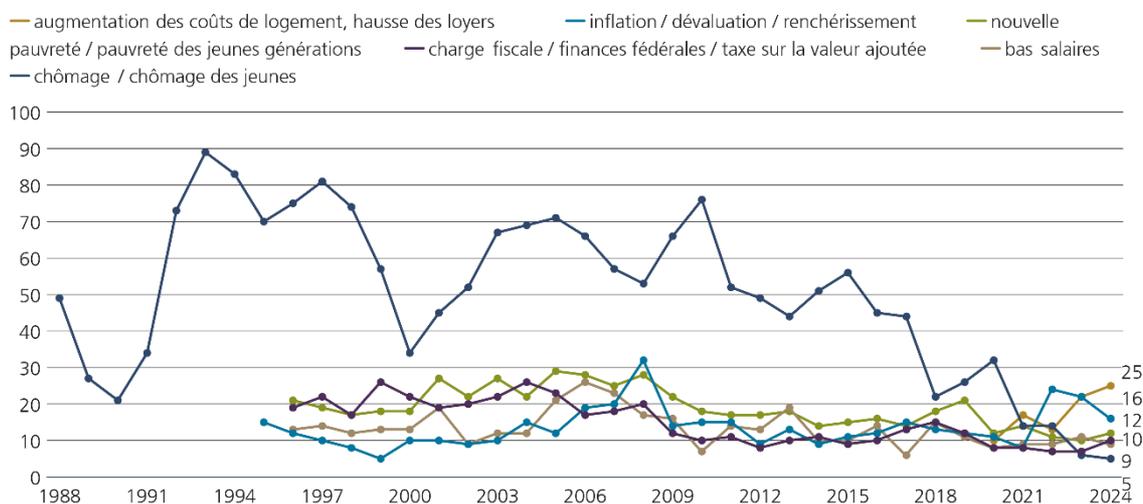
Les thèmes de la pauvreté, de la charge fiscale et du niveau des salaires ne figurent pas non plus parmi les principales préoccupations, mais sont évoqués plus souvent que la peur de perdre son emploi.

Graphique 4

Evolution : préoccupations - économie (perspective individuelle)

Voici une liste qui comporte quelques sujets dont on a beaucoup parlé et sur lesquels on a beaucoup écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez personnellement comme étant les cinq problèmes les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

La vision individuelle et quotidienne de l'économie s'accompagne d'une perspective systémique : ici aussi, rien ou presque ne change en 2024 en ce qui concerne les préoccupations économiques. Moins de 10% des électeurs comptent parmi leurs principales préoccupations la reprise d'entreprises suisses par des investisseurs étrangers ou la situation conjoncturelle. La stabilité du système financier n'est pas non plus remise en cause. La reprise du Credit Suisse par UBS il y a environ un an et demi n'a pas non plus conduit les citoyennes et les citoyens à s'inquiéter davantage à ce sujet. En règle générale, la confiance dans l'évolution de l'économie suisse semble donc stable, à moins que ces questions ne soient pas une priorité dans le contexte global.

Graphique 5

Evolution : préoccupations - économie (perspective systémique)

Voici une liste qui comporte quelques sujets dont on a beaucoup parlé et sur lesquels on a beaucoup écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez personnellement comme étant les cinq problèmes les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

En revanche, près d'un tiers de la population considère le changement climatique et la protection de l'environnement comme une préoccupation majeure. La proportion est en baisse par rapport aux années 2021 à 2023. Globalement, le sujet conserve toutefois sa 2^e place parmi toutes les préoccupations énumérées. La thématique du climat et de l'environnement a repris de l'ampleur depuis l'avènement du mouvement de grève pour le climat en 2018. Elle a été le plus abordée à la fin des années 1980, lorsque la mort des forêts et le trou dans la couche d'ozone ont marqué le débat public.

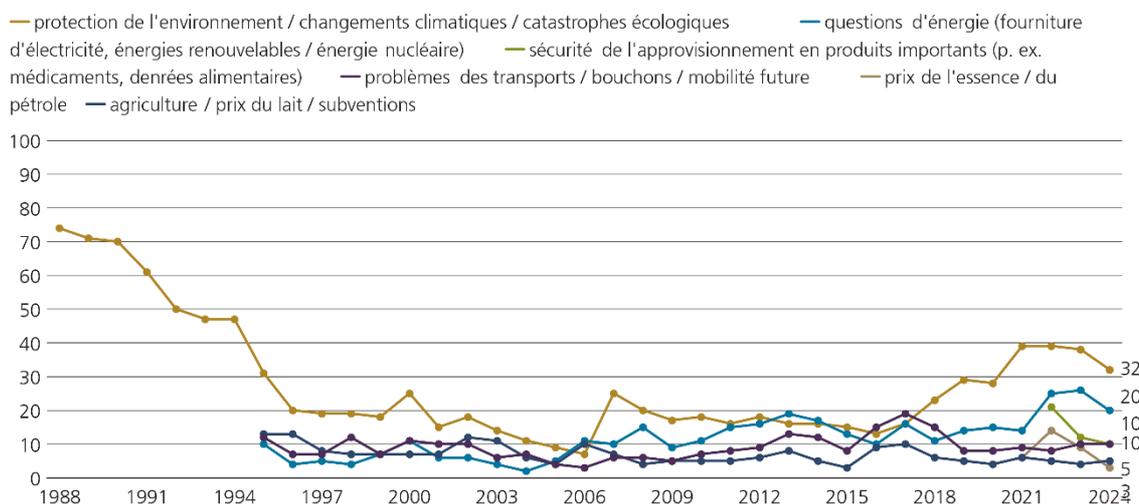
En examinant la tendance sur le long terme, on constate que les questions énergétiques ont également gagné en importance. En 2022 et 2023, lorsque la Suisse a dû faire face à une éventuelle pénurie d'électricité et a pris diverses mesures d'économie d'énergie, la pression perçue a toutefois été plus élevée que durant l'année en cours. La sécurité globale de l'approvisionnement, y compris en ce qui concerne les médicaments ou les denrées alimentaires, préoccupe également les Suisses moins fortement qu'il y a deux ans.

Graphique 6

Evolution : préoccupations - environnement et sécurité d'approvisionnement

Voici une liste qui comporte quelques sujets dont on a beaucoup parlé et sur lesquels on a beaucoup écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez personnellement comme étant les cinq problèmes les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

Le thème de la migration, en particulier dans le domaine de l'asile, influence à nouveau la perception des problèmes par les Suisses. Au premier semestre 2024, le nombre de personnes qui se sont installées en Suisse a diminué par rapport à l'année précédente, alors que celui des personnes ayant quitté le pays a augmenté ². Néanmoins, la population totale de la Suisse a continué de croître, ce qui est dû principalement à l'arrivée de personnes en provenance des Etats de l'UE/AELE. Là aussi, l'évolution de la hiérarchisation des préoccupations correspond donc à l'évolution réelle en Suisse de cette question.

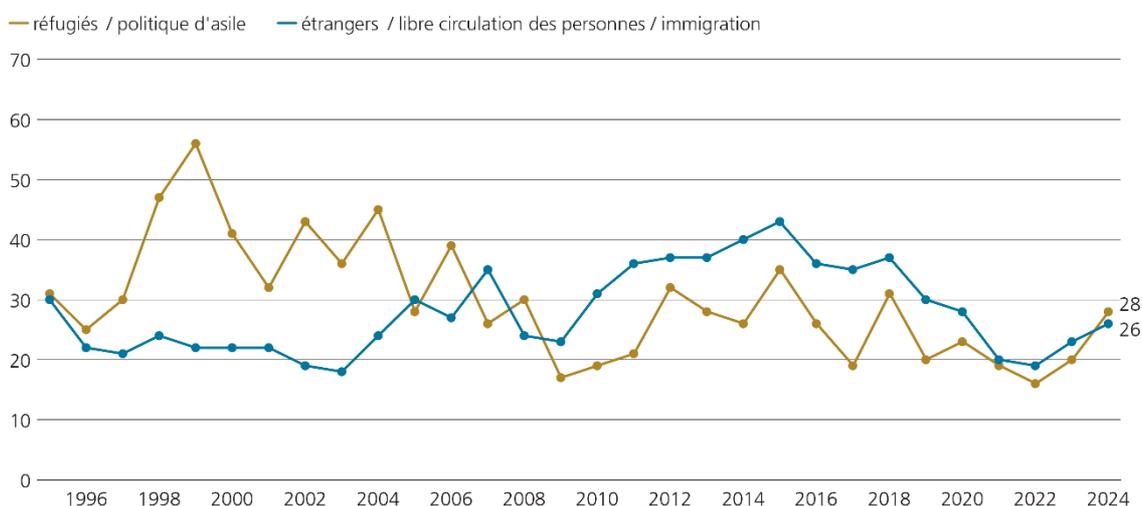
Cette année, le Secrétariat d'Etat aux migrations prévoit le même nombre de demandes d'asile qu'en 2023 ³. Néanmoins, la question de l'asile revêt une importance nettement plus grande dans la perception des citoyens. Depuis le succès électoral de l'UDC, qui s'appuie traditionnellement fortement sur ce thème, comme ce fut le cas lors des dernières élections fédérales, la question de la migration a été davantage au cœur des discussions.

Graphique 7

Evolution : préoccupations - système d'asile et migration

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez personnellement comme étant les cinq problèmes les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

² <https://www.admin.ch/gov/fr/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-102015.html#:~:text=Ende%20Juni%202024%20lebten%20,als%20im%20gleichen%20Zeitraum%202023>

³ <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/sem/medien/mm.msg-id-99913.html>

2.2. Différences entre les générations, les sexes et les partis politiques

2.2.1. Génération Z

Un examen séparé des jeunes adultes âgés de 19 à 29 ans, également connus sous le nom de « génération Z », montre quels thèmes préoccupent le plus ce groupe et pourraient donc jouer un rôle plus important à l'avenir. Par rapport à l'ensemble de la population, la génération Z attache un plus grand intérêt à la protection de l'environnement / du climat (46%), contre 32% pour l'ensemble de la population.

Mais les questions de santé sont également prioritaires pour les membres de la génération Z. Il y a un an, un tiers d'entre eux ont qualifié ce thème de préoccupation majeure ; ils sont maintenant 46%, soit presque autant que dans l'ensemble de la population. Les jeunes s'inquiètent donc de plus en plus de la hausse des coûts de la santé en Suisse.

Les questions relatives à la prévoyance vieillesse continuent de préoccuper les membres la génération Z plus que ce que l'on pourrait attendre en raison de leur jeune âge. Le thème occupe la 4^e place, comme pour l'ensemble de la population, mais il est désigné comme une préoccupation majeure par une proportion plus élevée (34%). De même, de nombreux électeurs de la génération Z s'inquiètent de l'augmentation des coûts du logement. Etant donné que les personnes de cette tranche d'âge sont rarement propriétaires de leur logement, il est évident qu'elles s'inquiètent davantage de la hausse des loyers. La génération Z semble également percevoir le renchérissement plus fortement que la population en général : près d'un quart d'entre eux citent le renchérissement comme l'une de leurs cinq principales préoccupations. Cela est peut-être dû au fait que les jeunes ont souvent des revenus plus faibles et perçoivent donc les prix comme élevés.

En outre, les priorités diffèrent parfois nettement entre les électeurs féminins et masculins au sein de la génération Z : alors que plus de la moitié des jeunes femmes citent le thème de la santé en 2024 (51%), ce dernier n'arrive qu'au deuxième rang pour les hommes (40%). C'est la protection de l'environnement qui occupe la 1^{re} place de la population masculine (46%). Les questions environnementales et climatiques sont toutefois presque aussi souvent considérées comme des préoccupations de premier plan par les femmes de la génération Z (45%), ce qui les place devant la prévoyance vieillesse (38%), l'augmentation des coûts du logement (33%) et l'inflation (25%).

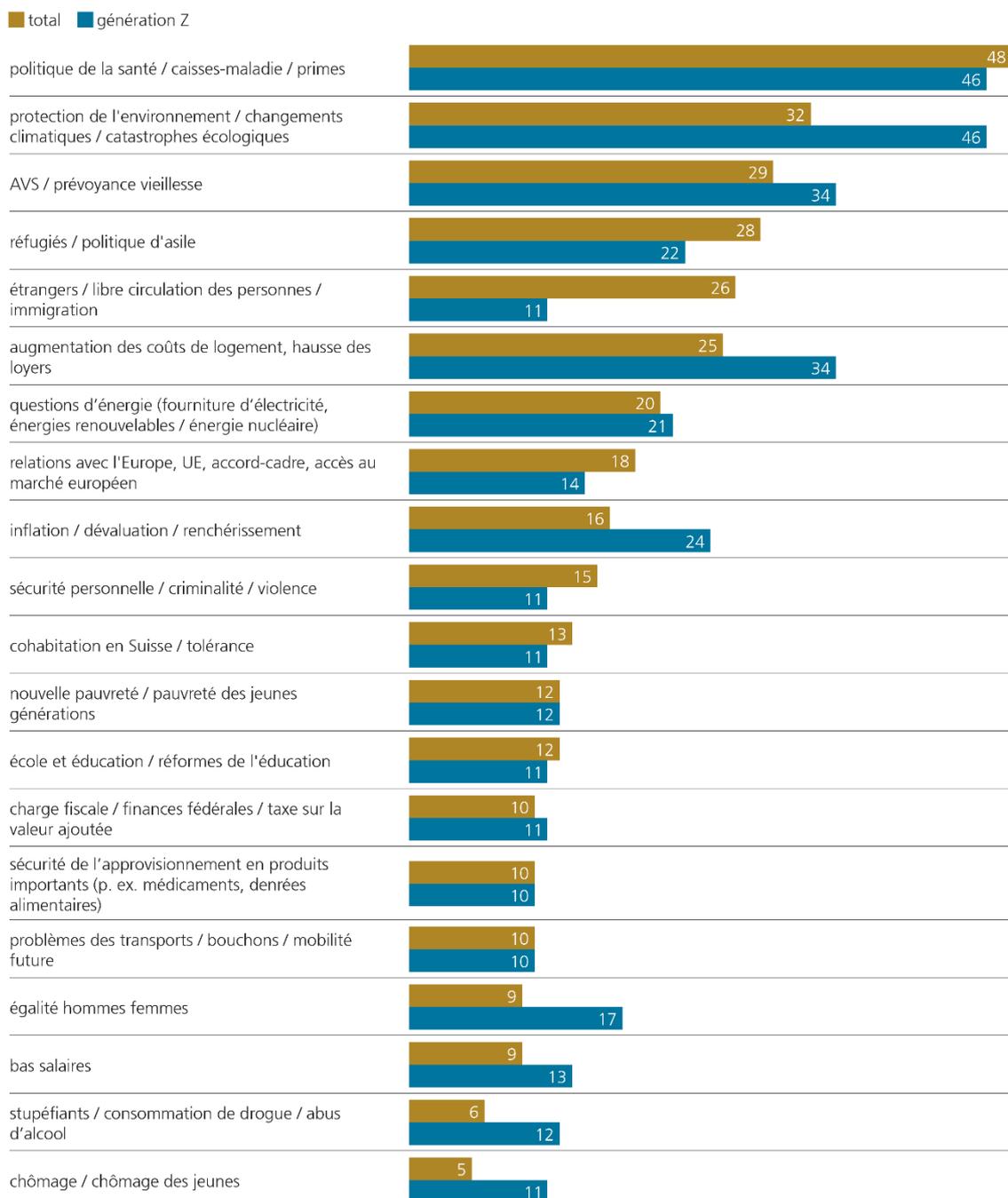
Les jeunes hommes s'inquiètent à peu près aussi souvent des frais de logement que les jeunes femmes, mais un peu moins de la prévoyance vieillesse (29%). Les questions énergétiques préoccupent beaucoup plus les citoyens de la génération Z (29%) que leurs homologues féminines (14%). Près d'un quart des votantes de cette classe d'âge cite l'égalité des sexes parmi ses principales préoccupations. Pour les hommes, ce chiffre ne représente que 8%. Apparemment, les thèmes de l'égalité des droits sont nettement moins prioritaires chez les hommes que chez les femmes, qui sont généralement plus souvent confrontées à ce problème dans leur vie quotidienne.

Graphique 8

Top 20 préoccupations – comparaison population totale – génération Z

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez personnellement comme étant les cinq problèmes les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



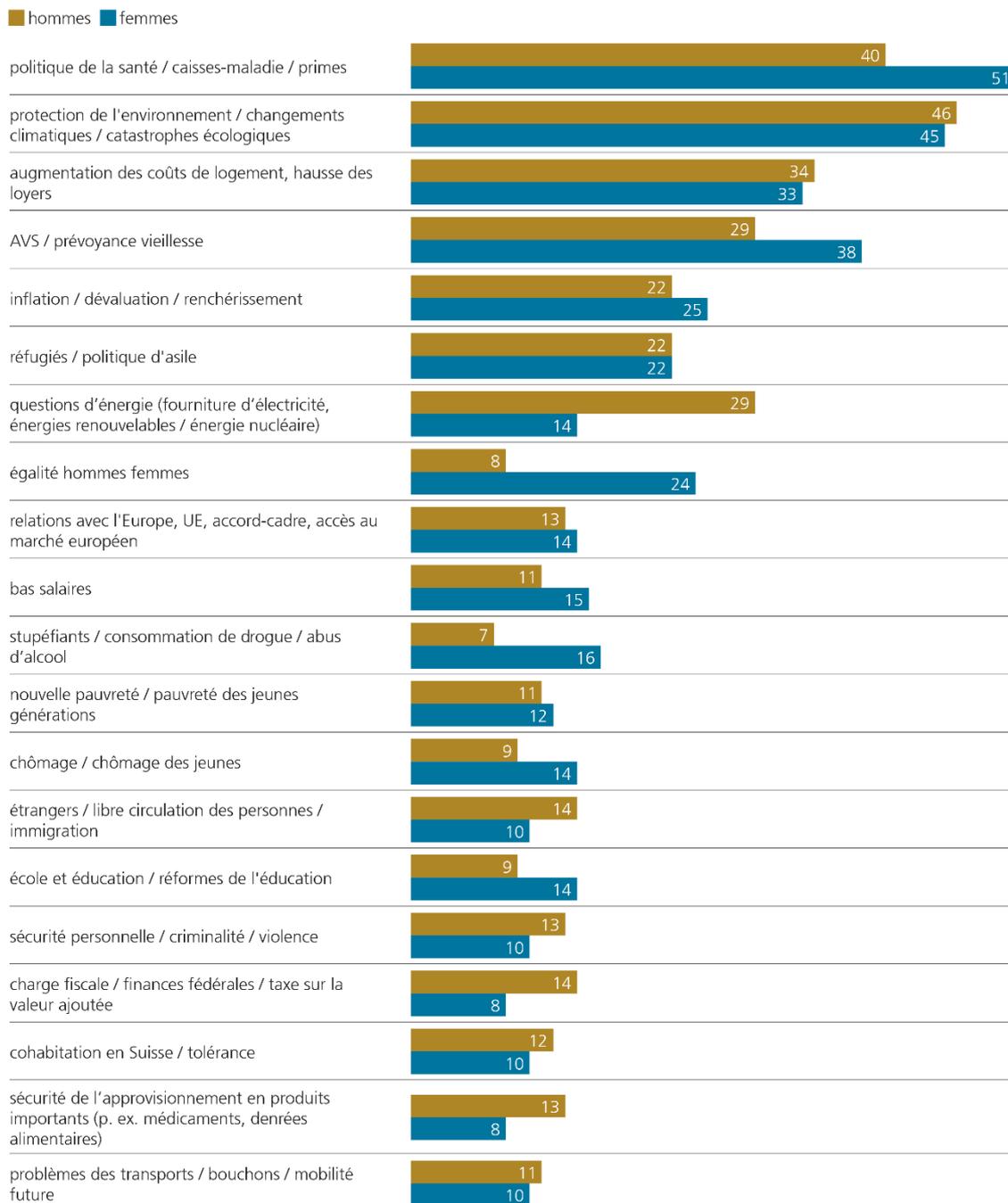
Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

Graphique 9

Top 20 préoccupations – comparaison total – génération Z, hommes – femmes

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez personnellement comme étant les cinq problèmes les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 227)

2.2.2. Sympathies partisans

L'évaluation selon les sympathies partisans montre que le thème de l'environnement / du climat préoccupe fortement les électeurs de gauche ainsi que les Verts'libéraux. La perception des préoccupations des sympathisants coïncide donc avec l'orientation de ces partis. Les partisans du PS estiment que la santé est aussi importante que la problématique environnementale, alors que chez les sympathisants des Verts et des Verts'libéraux, elle occupe la 2^e place. Les coûts du logement constituent la troisième préoccupation des sympathisants du PS et des Verts. Ce constat n'est pas surprenant, car les deux partis se considèrent comme des représentants des locataires. En outre, l'égalité entre les sexes et le racisme figurent dans le top 10 des préoccupations des deux grands partis de gauche. Les Verts'libéraux sont comparativement plus souvent préoccupés par la prévoyance vieillesse et les questions énergétiques. Ils se caractérisent également par une prise de conscience accrue de la guerre en Ukraine et de la sécurité informatique.

Les citoyennes et les citoyens proches du Centre considèrent les questions de santé comme de loin le problème le plus important en Suisse. Ainsi, les sympathisants des deux partis, dont les initiatives de santé ont fait l'objet de votations en 2024, accordent la plus haute priorité à la politique de santé. Les sympathisants du Centre sont en outre fortement préoccupés par la prévoyance vieillesse, suivie par l'asile, l'environnement et les frais de logement.

La base du PLR attribue une grande importance à plusieurs domaines thématiques, mais elle n'a pas de préoccupation majeure comme l'environnement pour les partis du centre-gauche et la santé pour les partisans du PS et du Centre. Les questions de santé occupent la 1^{re} place pour les partisans du PLR, mais « seulement » à hauteur de 39%. Plus d'un quart des électeurs proches du PLR s'inquiètent également des thèmes de l'asile, de la prévoyance vieillesse, de l'Europe et de l'énergie. Le thème des transports ne figure dans le top 10 que chez ces citoyens.

Parmi les sympathisants de l'UDC, la perception des problèmes est relativement homogène : la moitié d'entre eux considère l'asile et l'immigration comme faisant partie des principales préoccupations de la Suisse. Les questions de santé occupent la 3^e place, juste derrière. La prévoyance vieillesse et la neutralité occupent également une place importante pour les partisans de l'UDC. Les questions relatives à l'Europe occupent « seulement » la 10^e place, quand bien même l'UDC s'engage fortement dans le débat sur les relations entre la Suisse et l'UE. Apparemment, d'autres thèmes bénéficient actuellement d'une priorité plus élevée pour la base du parti.

Graphique 10

Top 10 préoccupations - selon l'affiliation à un parti politique

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez personnellement comme étant les cinq problèmes les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions

PES	PS	PVL	Le Centre	PLR	UDC
protection de l'environnement / changements climatiques (69%)	protection de l'environnement / changements climatiques (58%)	protection de l'environnement / changements climatiques (62%)	santé (55%)	santé (39%)	asile (50%)
santé (38%)	santé (58%)	santé (51%)	prévoyance vieillesse (38%)	asile (34%)	immigration (49%)
coûts de logement (25%)	coûts de logement (33%)	prévoyance vieillesse (31%)	asile (28%)	prévoyance vieillesse (29%)	santé (46%)
énergie (24%)	prévoyance vieillesse (27%)	énergie (30%)	protection de l'environnement / changements climatiques (28%)	Europe (29%)	prévoyance vieillesse (31%)
prévoyance vieillesse (22%)	sécurité sociale (31%)	coûts de logement (27%)	coûts de logement (26%)	énergie (26%)	neutralité (28%)
cohabitation (21%)	énergie (21%)	Europe (27%)	énergie (24%)	immigration (23%)	sécurité / criminalité (26%)
Europe (19%)	racisme (19%)	cohabitation (20%)	immigration (22%)	sécurité / criminalité (22%)	coûts de logement (23%)
égalité hommes femmes (18%)	Europe (19%)	guerre en Ukraine (15%)	sécurité / criminalité (19%)	protection de l'environnement / changements climatiques (19%)	inflation (20%)
éducation (17%)	égalité hommes femmes (19%)	nouvel ordre mondial (14%)	Europe (18%)	transports (17%)	énergie (16%)
nouvelle pauvreté (17%)	cohabitation (17%)	sécurité sur Internet (14%)	inflation (15%)	inflation (15%)	Europe (15%)

Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (n entre 210-479)

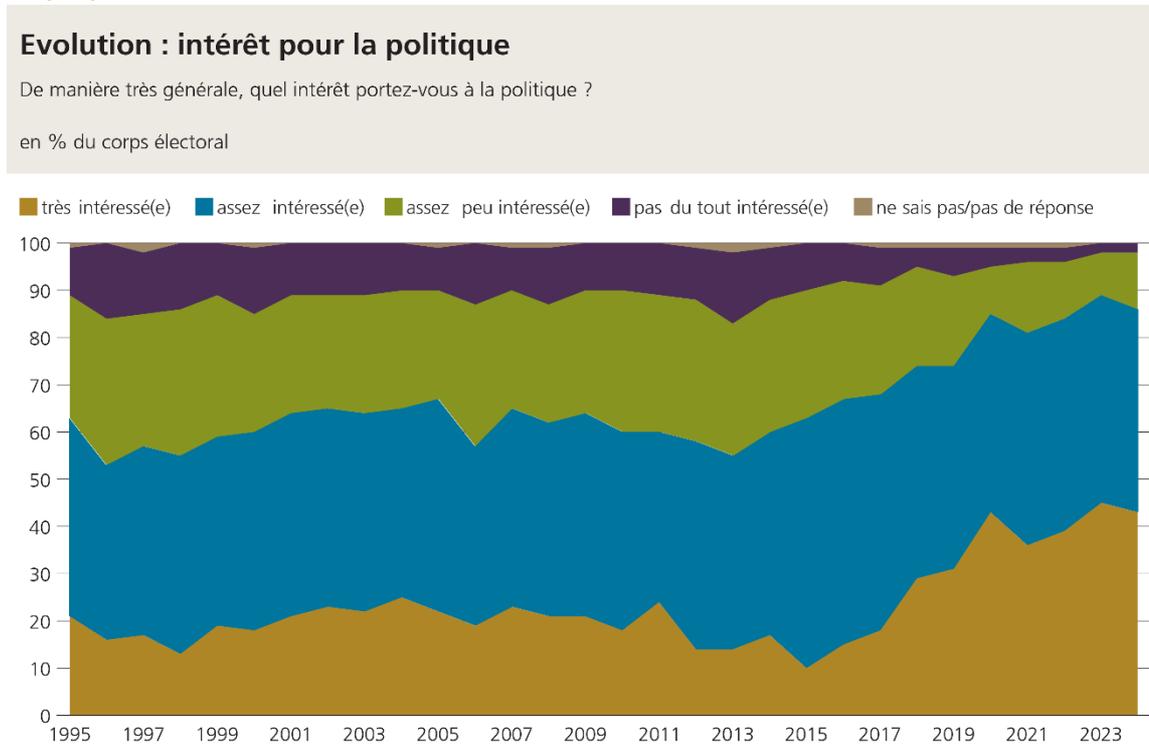
3. Politique

Les préoccupations des citoyens sont souvent étroitement liées à leur vision de la politique. L'importance qu'ils accordent aux questions politiques et leur degré de confiance dans les différents acteurs varient selon qu'ils se sentent pris au sérieux ou peu impliqués dans les prises de décision.

Au cours de ces dernières années, l'intérêt pour les questions politiques a augmenté parmi les électeurs. Jusqu'au milieu des années 2010, environ 60% de la population déclarait être très ou assez intéressée par la politique. Cette part est passée à plus de 80% depuis lors, principalement parce que beaucoup plus de personnes se disent « très intéressées par la politique ». La part de ceux qui s'intéressent « assez » à la politique a évolué moins fortement.

La dernière décennie a connu quelques bouleversements sur la scène politique internationale, notamment la montée fulgurante des populismes de droite dans de nombreux pays occidentaux. De multiples crises ont continué d'influencer la politique mondiale, entre autres les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, la hausse des flux migratoires et les crises sanitaires internationales telles que la pandémie de coronavirus. Logiquement, les gens s'intéressent davantage aux questions politiques dans les périodes marquées par les incertitudes, car le sentiment de préoccupation personnelle s'accroît. Ces dernières années, en raison de l'intérêt plus marqué pour la politique, les dimanches de votation ont souvent affiché une participation supérieure à la moyenne.

Graphique 11



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

Une démocratie stable présuppose non seulement l'intérêt de la population, mais aussi une confiance fondamentale dans les institutions impliquées dans le processus politique. Dans la politique suisse, non seulement les élus mais aussi d'autres institutions et autorités de différents domaines jouent un rôle central. La confiance dans ces acteurs est le fondement de l'acceptation des décisions politiques et des défis de société communs.

Le niveau de confiance que les Suisses placent dans différents acteurs et autorités politiques n'a pas beaucoup changé ces derniers temps. Sur une échelle de 1 à 7, la police et le Tribunal fédéral continuent de bénéficier de la meilleure note moyenne (5,3, +0,2 point par rapport à 2023). La Banque nationale se situe en 3^e position (5,1, +0,2 point), suivie par le Conseil fédéral (4,9, -0,1 point). Viennent ensuite l'administration publique, le Conseil national, le Conseil des Etats et l'armée (entre 4,4 et 4,5 points).

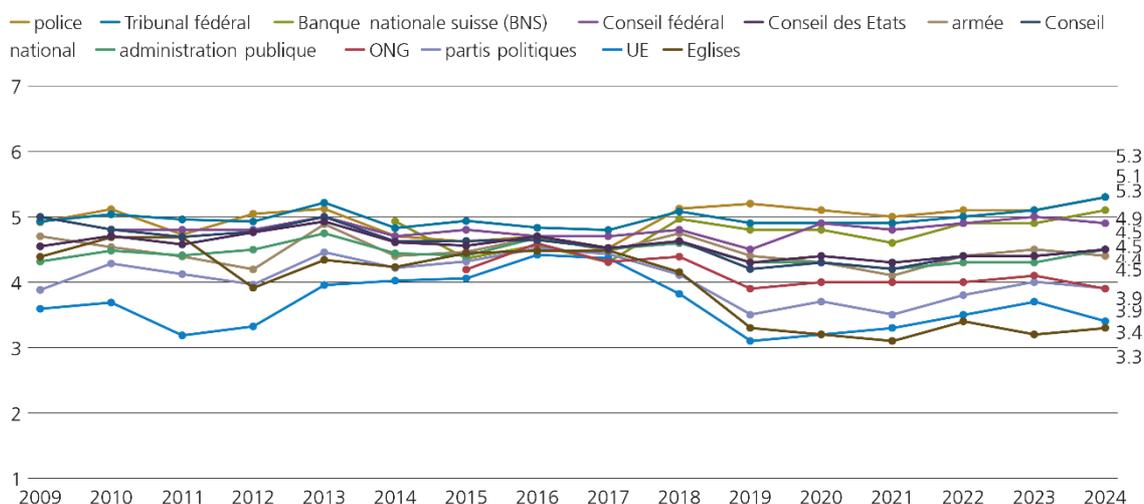
Un troisième groupe est constitué par les partis politiques et les organisations non gouvernementales, qui affichent tous deux une moyenne de 3,9. L'Union européenne (3,4 points, -0,3 point) et les Eglises (3,3) recueillent la confiance la plus faible – les moyennes correspondent cependant à la moyenne de l'échelle – de sorte qu'aucune institution n'est considérée avec une forte méfiance. Il n'est toutefois pas surprenant que les citoyens de la Suisse, traditionnellement plutôt eurosceptiques, fassent moins confiance à l'UE qu'aux acteurs nationaux. Il en va de même pour les Eglises, qui, dans le contexte des nombreux scandales révélés ces dernières années, affichent le niveau de confiance le plus bas de tous les acteurs interrogés.

Graphique 12

Evolution : confiance moyenne dans les acteurs (politique & autorités)

La Suisse compte différentes institutions, comme le gouvernement, les tribunaux, les banques, par exemple, en qui on peut avoir confiance ou non. Veuillez indiquer, sur la base de l'échelle suivante, le degré de confiance que vous accordez personnellement à chaque institution mentionnée ci-dessous.

valeurs moyennes du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1252)

Les électeurs ont une confiance identique dans les différents acteurs économiques, les organisations de travailleurs étant toujours légèrement mieux évaluées que les organisations patronales et les banques depuis 2018.

La confiance dans l'ensemble des acteurs économiques a évolué de manière légèrement négative depuis le début des mesures. Au cours des cinq dernières années, les évaluations moyennes se sont toutefois stabilisées. La tendance négative sur le long terme doit également être comprise dans le contexte de plusieurs votations récentes qui ont été « critiques » pour l'économie, par exemple le rejet de la réforme de l'imposition des entreprises III, la suppression du droit de timbre ou, plus récemment, le rejet des nouveaux contrats Axpo dans le canton de Schaffhouse.

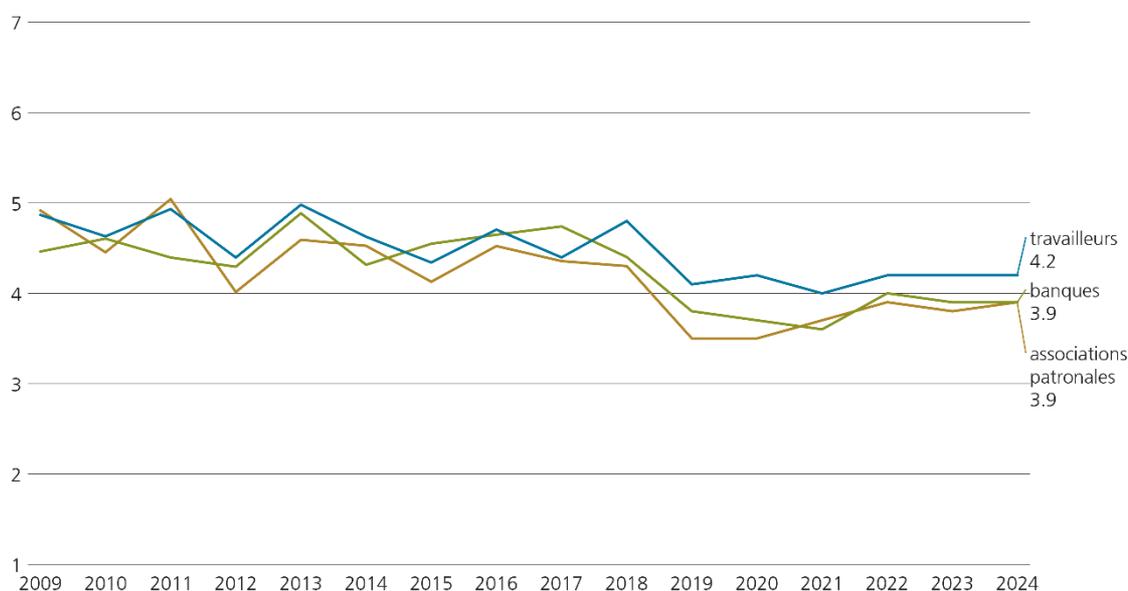
En outre, selon l'enquête, la reprise du Credit Suisse par UBS l'année dernière n'a eu aucune incidence sur la confiance des électeurs dans les banques. Cette constatation correspond également au fait que la perception des préoccupations liées à la stabilité du système financier suisse n'a pas évolué au cours de cette période.

Graphique 13

Evolution : confiance moyenne dans les acteurs (économie)

La Suisse compte différentes institutions, comme le gouvernement, les tribunaux, les banques, par exemple, en qui on peut avoir confiance ou non. Veuillez indiquer, sur la base de l'échelle suivante, le degré de confiance que vous accordez personnellement à chaque institution mentionnée ci-dessous.

valeurs moyennes du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1258)

En tant que quatrième pouvoir, les représentants des médias doivent surveiller les processus politiques, détecter les abus de pouvoir et informer le public de manière appropriée. Ils agissent ainsi en tant qu'intermédiaires entre l'Etat et la société ainsi qu'en tant qu'instance de contrôle indépendante. Le niveau de confiance que la population suisse place dans les différents médias est donc également important.

Au cours des cinq dernières années, les électeurs ont donné de meilleures notes à la radio, aux journaux payants et à la télévision qu'à Internet, aux journaux gratuits et aux informations sur YouTube. Au milieu des années 2010, tous les médias étaient encore évalués de la même manière ou presque. Mais depuis, le niveau de confiance dans les informations publiées par Internet et les journaux gratuits s'est nettement détérioré. Ces dernières années, la diffusion de fausses nouvelles est devenue un sujet sociétal de plus en plus abordé, notamment en raison du développement rapide d'applications dans le domaine de l'intelligence artificielle. Cela a peut-être conduit à une prise de conscience accrue du potentiel d'abus au sein de la population et, par conséquent, à une méfiance renforcée envers les nouvelles disponibles gratuitement sur Internet.

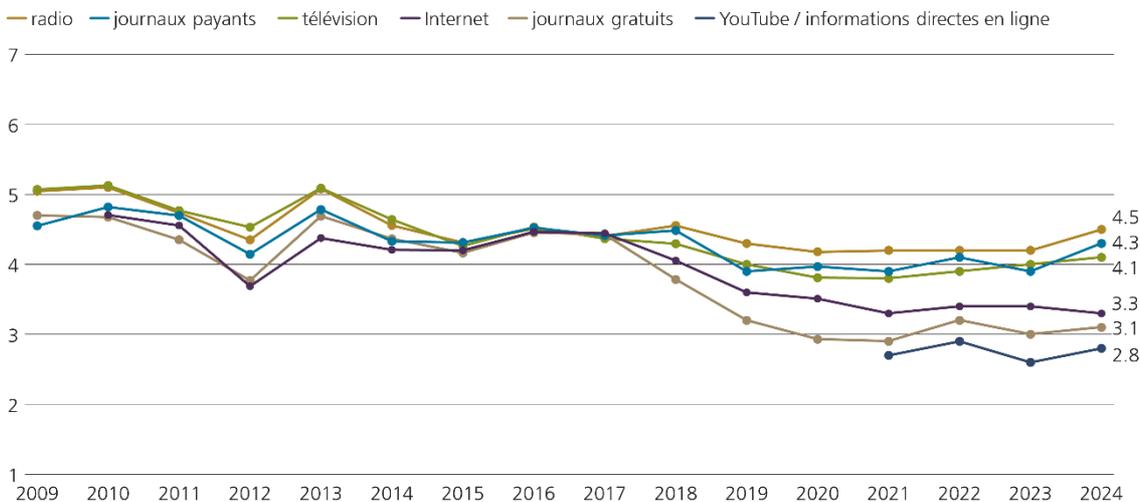
Les médias traditionnels affichent également une tendance négative depuis 2017 (à l'exception de la radio), mais elle est nettement moins forte. Par rapport à 2023, on observe même une légère augmentation de la confiance dans la radio et dans les journaux payants.

Graphique 14

Evolution : confiance moyenne dans les acteurs (médias)

La Suisse compte différentes institutions, comme le gouvernement, les tribunaux, les banques, par exemple, en qui on peut avoir confiance ou non. Veuillez indiquer, sur la base de l'échelle suivante, le degré de confiance que vous accordez personnellement à chaque institution mentionnée ci-dessous.

valeurs moyennes du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1234)

Dans l'ensemble, les électeurs suisses font beaucoup plus confiance aux parties prenantes nationales qu'aux parties prenantes internationales. Cela vaut en particulier pour les acteurs qui constituent les piliers du pays et du pouvoir de l'Etat. Par conséquent, les premières places sont occupées par la police, le Tribunal fédéral, la Banque nationale et le Conseil fédéral. En comparaison, la confiance dans le pouvoir législatif (Conseil national et Conseil des Etats), dans l'administration publique et dans l'armée est un peu plus faible.

Les acteurs qui ne font pas directement partie de ces trois piliers du pouvoir public jouissent d'une confiance un peu moins grande. Ce groupe comprend notamment les acteurs de la société civile (ONG), les représentants de l'économie (organisations patronales, banques) et les partis politiques. Il jouit d'une confiance à peu près similaire à celle de l'OTAN et de l'ONU, les parties prenantes internationales les mieux notées.

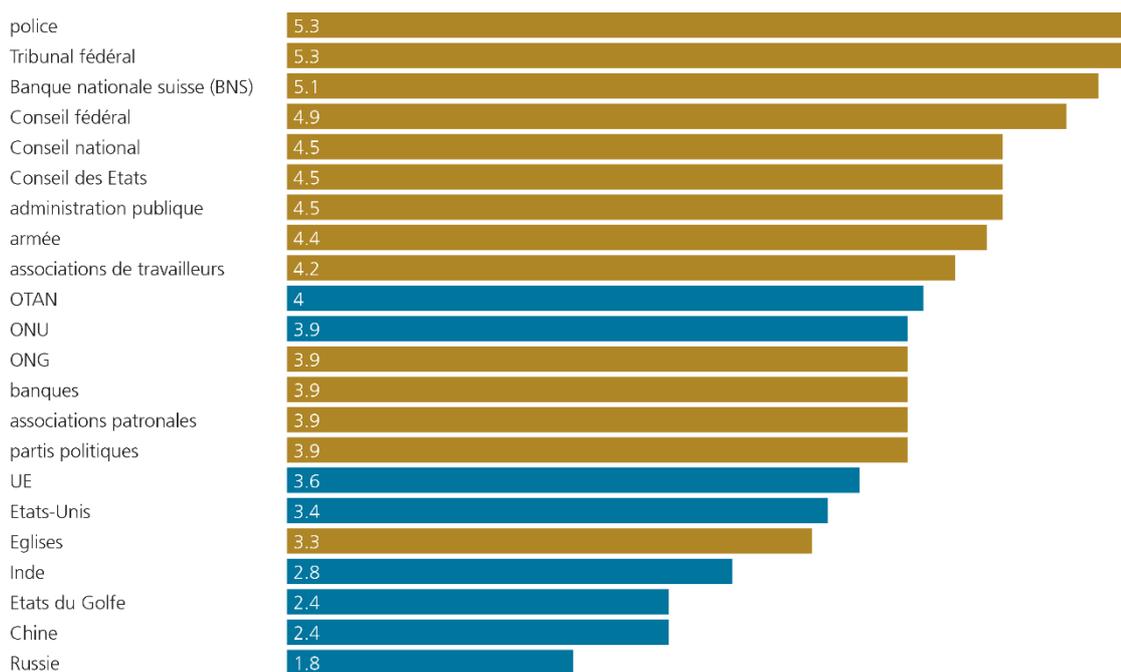
Bien que l'UE et les Etats-Unis soient moins bien notés que l'OTAN et l'ONU, la confiance placée en eux est bien plus grande que celle accordée à d'autres puissances géopolitiques telles que l'Inde, la Chine, les pays du Golfe ou encore la Russie.

Graphique 15

Confiance moyenne dans les stakeholders - mondiales et nationales

Par la même occasion, pourriez-vous indiquer quelle confiance vous avez dans les Etats, confédérations et organisations suivants et dans leur politique envers la Suisse ? '1' signifie que vous n'éprouvez aucune confiance, '7' que vous avez entière confiance. Vous pouvez aussi nuancer votre opinion en choisissant une valeur intermédiaire.

valeurs moyennes des personnes ayant le droit de vote



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1227)

Ces dernières années, le niveau de confiance dans les différents acteurs politiques n'a que légèrement évolué. Cependant, en 2024, près d'une personne sur deux ayant le droit de vote indique qu'elle a souvent le sentiment que le gouvernement et l'administration de la Suisse échouent dans des domaines décisifs. Cette part a été aussi élevée pour la dernière fois au milieu des années 2000. En revanche, la part de ceux qui ressentent rarement un sentiment d'échec politique diminue depuis un certain temps. Pendant les années 2020-2022, marquées par la pandémie de covid, les défaillances de l'Etat ont été considérées comme moins fréquentes, probablement parce qu'au cours de cette période, l'action de ce dernier a été ressentie au quotidien par l'ensemble de la population. Cet effet semble toutefois avoir disparu.

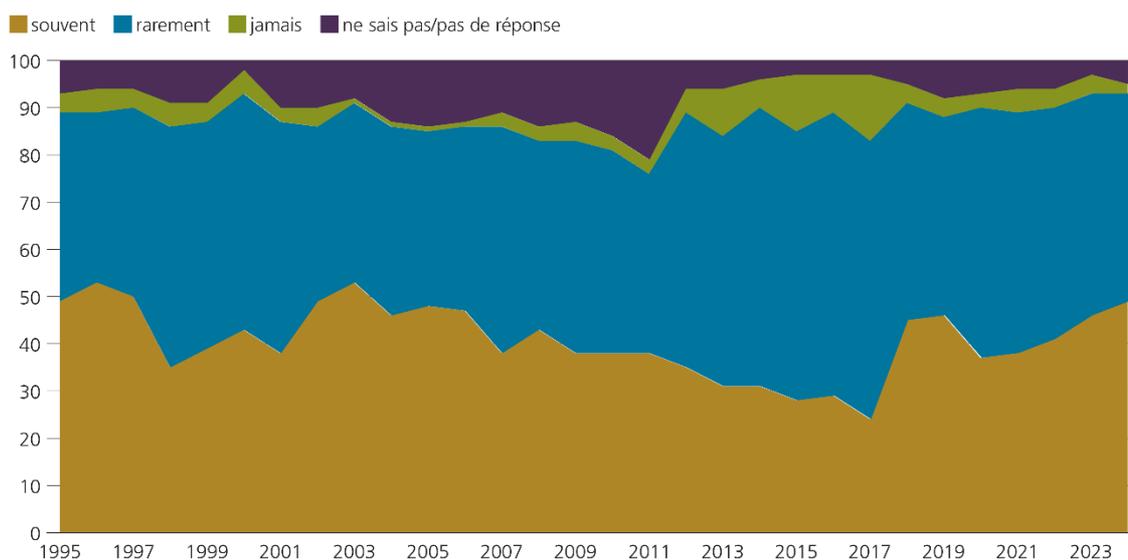
Le sentiment d'échec économique est également répandu : près de la moitié des électeurs ont souvent l'impression que l'économie échoue sur des thèmes importants, alors qu'ils sont tout aussi nombreux à éprouver rarement ce sentiment. Comme pour la politique, personne ou presque ne pense que l'économie n'échoue jamais. L'évolution de ces dernières années est toutefois plus stable : les rapports d'opinion sur l'échec de l'économie suisse ne montrent pas de tendance claire au cours de cette période.

Graphique 16

Evolution : défaillance politique

Avez-vous le sentiment que la politique du gouvernement et de l'administration échoue sur des questions décisives ?

en % du corps électoral



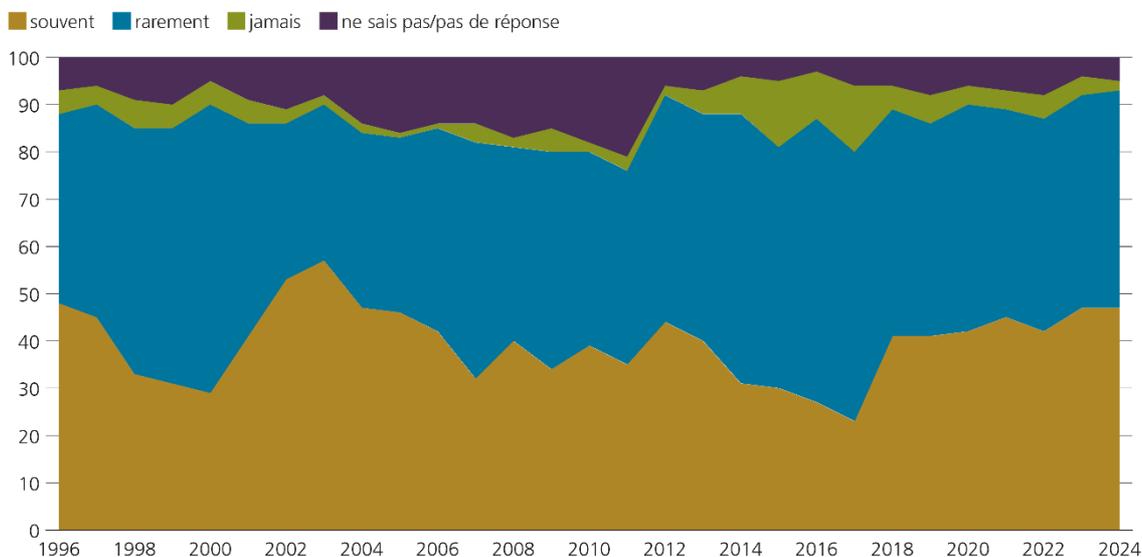
Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

Graphique 17

Evolution : défaillance économique

Avez-vous le sentiment que l'économie échoue sur des questions décisives ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

Malgré le sentiment croissant d'échec politique, une grande partie de la population reste fière de plusieurs éléments du système politique suisse :

- Plus de neuf Suisses sur dix sont plutôt / très fiers de pouvoir lancer des initiatives populaires et des référendums (93%, +2 pp).
- Ils sont presque aussi nombreux à apprécier la stabilité économique et politique du pays, la Constitution fédérale et la coexistence de différents groupes linguistiques (tous ces éléments 86-87%). Par rapport à 2023, un nombre légèrement plus élevé de personnes interrogées déclarent être fières de la stabilité politique de la Suisse (+3 pp).
- Les parts de ceux qui sont fiers du gouvernement multipartite (83%, +6 pp) et du fédéralisme (81%, +5 pp) ont nettement augmenté.
- 81% des personnes interrogées sont fières de la stabilité sociale et de l'indépendance de la Suisse.
- Les trois quarts des citoyennes et des citoyens sont particulièrement fiers de la sécurité de l'approvisionnement.
- Au cours des dernières années, les électeurs ont de plus en plus rarement déclaré être fiers de la neutralité de la Suisse. En revanche, l'évolution est stable par rapport à l'année précédente (72%, +2 pp). Bien que cette valeur reste plutôt élevée, il est probable que certains électeurs jugent la neutralité suisse de manière plus critique qu'auparavant, dans le contexte des attaques contre l'Ukraine, qui sont contraires au droit international, ainsi qu'au regard des bouleversements géopolitiques actuels.
- La part de ceux qui sont fiers du système de milice a plutôt diminué tout au long de la période d'enquête. Mais depuis quelques années, elle augmente à nouveau (71%, +3 pp).

- 69% des personnes interrogées déclarent être fières des services diplomatiques suisses.
- Près des deux tiers de la population suisse sont fiers du partenariat social entre les employeurs et les salariés. Au milieu des années 2010, les valeurs étaient encore nettement plus élevées. Au cours des cinq dernières années, elles sont restées stables. Durant cette période, les électeurs ont été de plus en plus nombreux à indiquer qu'ils avaient le sentiment que la Suisse avait failli sur le plan économique.

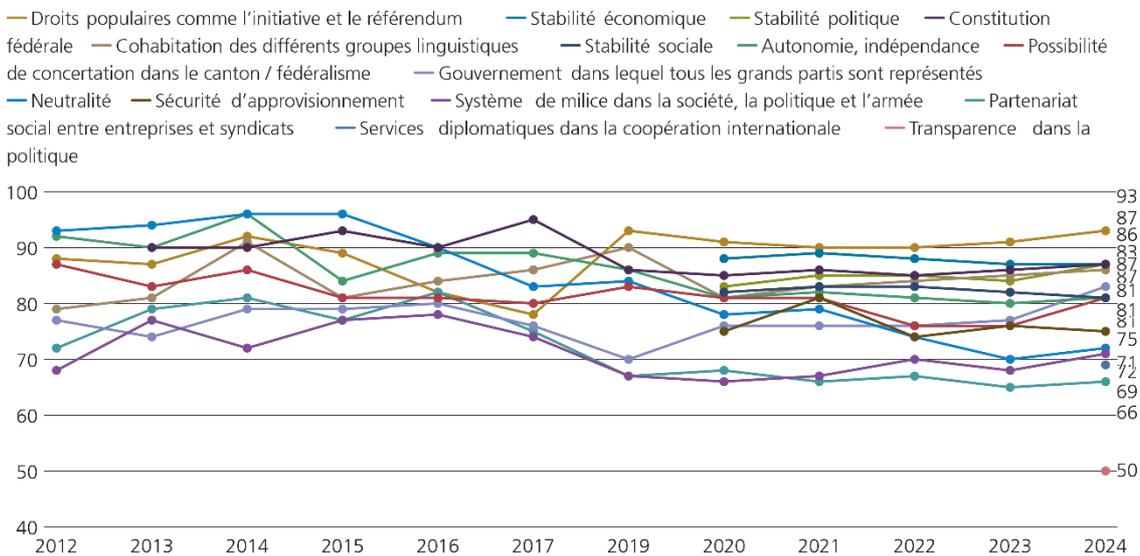
L'unique élément qui n'est pas clairement un objet de fierté pour les personnes interrogées est la **transparence politique**. Seule la moitié des électeurs en est fière. Il semblerait que, malgré la divulgation désormais obligatoire des sources de financement des partis, des progrès sont encore nécessaires pour que l'effort de transparence soit perçu par les électeurs. Cette situation contraste avec de nombreux autres éléments qui caractérisent le système politique suisse.

Graphique 18

Evolution : fierté des éléments de la politique suisse

Existe-t-il certains aspects de la politique suisse dont vous êtes particulièrement fier(fière) ?

en % du corps électoral, pourcentage très / plutôt fier



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

Remarque sur le graphique : Attention : pour améliorer la lisibilité, l'axe Y a été adapté dans ce graphique (40 à 100 au lieu de 0 à 100 normalement)

Dans l'ensemble, les Suissesses et les Suisses sont très fiers de la plupart des aspects de leur démocratie. Et comme les années précédentes, c'est à la Suisse dans son ensemble qu'ils s'identifient le plus fortement : plus de la moitié d'entre eux déclarent s'identifier en premier lieu ou en second lieu à leur pays. Cette part diminue toutefois par rapport à 2023 (53%, -7 pp). En revanche, davantage de personnes s'identifient à leur canton de domicile (45%, +4 pp) ou à leur commune de domicile (42%, +12 pp). L'identification avec sa commune a fortement augmenté : il faut remonter à 2013 pour trouver le même nombre de personnes qui déclaraient s'identifier en premier ou en second lieu à leur commune de domicile.

La région linguistique occupe la 4^e place (35%). Au milieu de la dernière décennie, cet aspect a été beaucoup plus souvent mis en avant. Depuis quelques années, l'identification avec la région linguistique se fait à un niveau plus faible et de manière relativement stable.

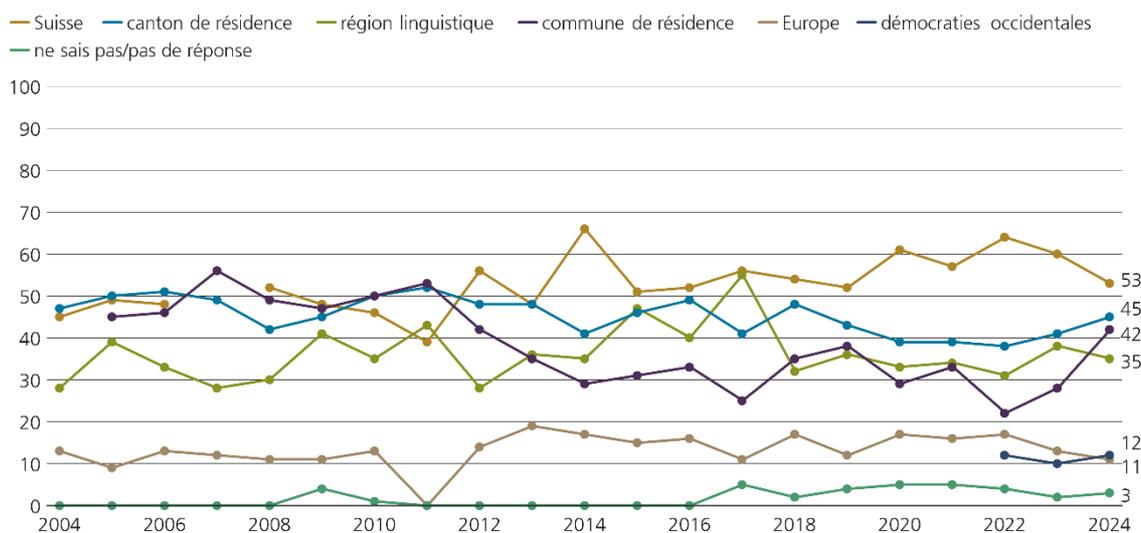
En revanche, rares sont ceux qui s'identifient principalement à l'Europe (12%) ou aux démocraties occidentales (11%) ; Par ailleurs, l'identification à l'Europe est en recul depuis quelques années.

Graphique 19

Evolution : appartenance unité géographique (en première et deuxième ligne)

A laquelle des unités géographiques de cette liste appartenez-vous en première ligne ? Et à laquelle appartenez-vous en deuxième ligne ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

4. Economie et innovation

4.1. Situation économique individuelle

Les électeurs sont plus souvent préoccupés par les défaillances politiques, alors que le sentiment d'échec économique reste à peu près aussi répandu que durant les années précédentes. Toutefois, la satisfaction générale par rapport à sa propre vie ne semble pas être affectée par ces évolutions : près de la moitié des électeurs attribuent une valeur d'au moins 8 (47%), sur une échelle de 0 à 10, ce qui signifie que leur satisfaction est élevée, voire très élevée. Un peu plus d'un quart attribue une valeur comprise entre 6 et 7, alors qu'un autre quart est moyennement satisfait, voire mécontent de sa propre vie (valeurs 0-5). Cette évaluation n'a guère changé au cours des cinq dernières années.

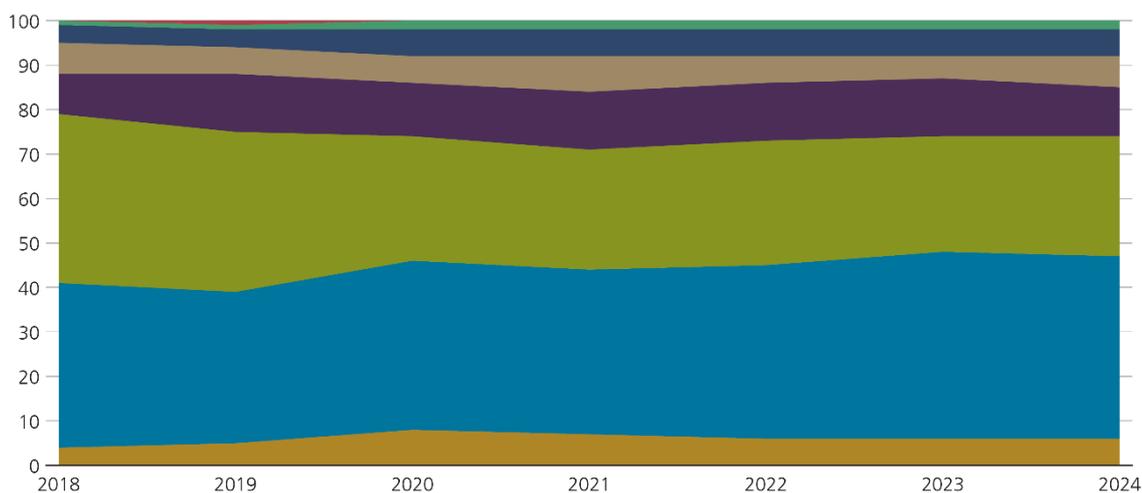
Graphique 20

Evolution : satisfaction actuelle de sa propre vie

Sur une échelle de 0 à 10, quelle note de satisfaction donnez-vous dans l'ensemble à votre existence ?

en % du corps électoral

■ 10 entièrement satisfait(e) ■ 8-9 ■ 6-7 ■ 5 centre ■ 3-4 ■ 1-2 ■ 0 pas du tout satisfait(e) ■ ne sais pas/pas de réponse



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

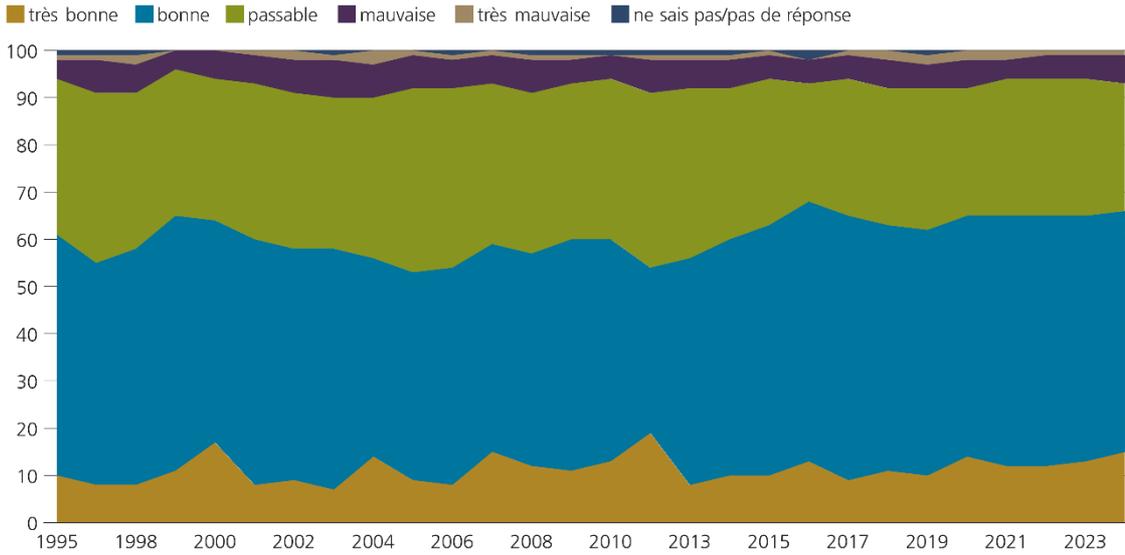
La situation économique personnelle est évaluée de la même manière que ces dernières années : près des deux tiers des personnes interrogées déclarent qu'elles vont bien (51%), voire très bien (15%). 27% estiment qu'elles vont assez bien et peu d'entre elles jugent leur propre situation économique mauvaise (6%) ou très mauvaise (1%). En dépit des crises récurrentes, des grandes incertitudes et des bouleversements, les personnes interrogées, selon leurs propres estimations, se portent mieux aujourd'hui qu'il y a trente ans.

Graphique 21

Evolution : situation économique individuelle actuelle

Qu'en est-il de votre situation économique personnelle actuelle ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

En outre, la grande majorité des électeurs tablent toujours sur un maintien de leur situation économique personnelle l'année prochaine (72%, +5 pp). 11% s'attendent à une amélioration (-2 pp) et 13% à une dégradation (-5 pp). 4% ne peuvent ou ne veulent pas répondre à la question (+3 pp).

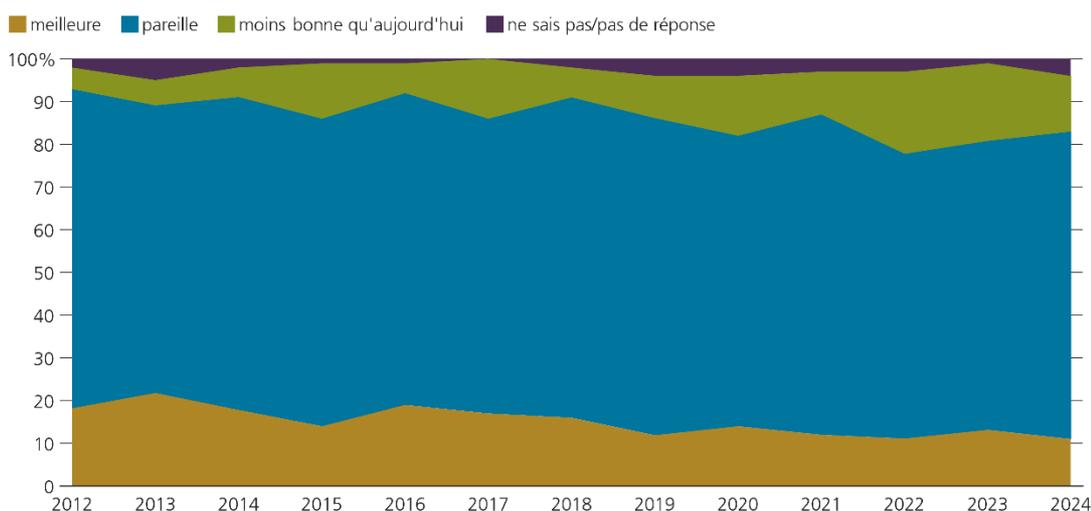
Il est toutefois frappant de constater que la part des votants qui envisagent l'avenir avec un certain pessimisme a augmenté – à un niveau bas – en glissement sur 10 ans, ce qui fait que moins de personnes pensent qu'elles vont mieux. Les personnes qui s'attendent à une dégradation de leur situation sont en progression.

Graphique 22

Evolution : situation économique individuelle à venir

Pensez aux 12 prochains mois ; à votre avis, votre situation économique personnelle va-t-elle s'améliorer, rester stable ou se dégrader ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

Pour les personnes actives, l'évaluation de la situation économique future dépend fortement de la sécurité de l'emploi. La plupart d'entre elles ne s'inquiètent pas à ce sujet : 51% pensent que leur poste est plutôt sûr et 38% qu'il est très sûr. Ces parts sont stables par rapport à l'année précédente. Moins d'une personne interrogée sur dix estime que son poste de travail est plutôt peu sûr ou pas sûr du tout.

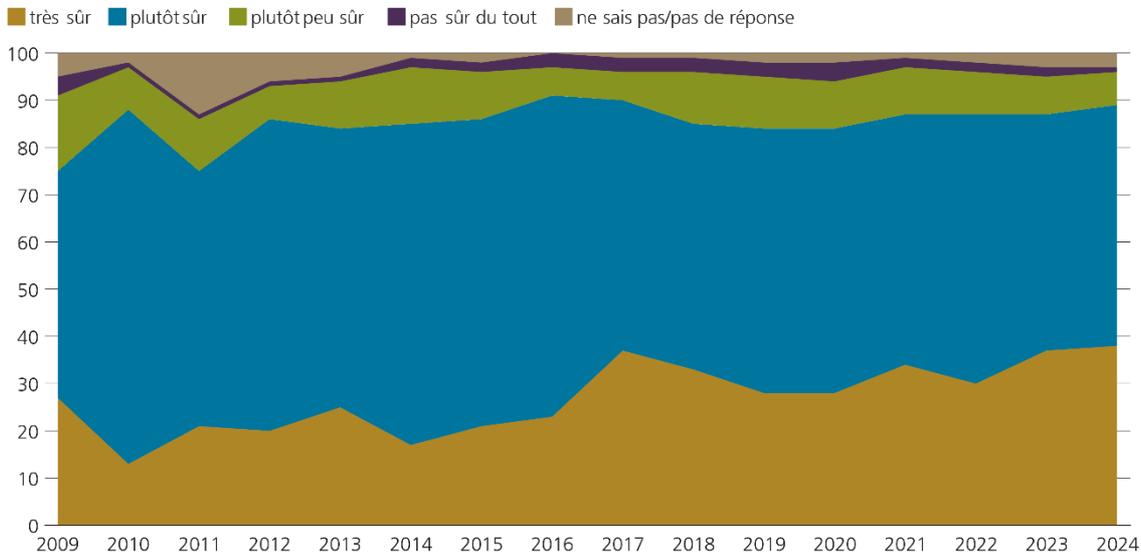
Cette perception de la sécurité relativement élevée coïncide avec les expériences effectives des personnes : au cours de l'année en cours, seuls 4% des électeurs ont perdu leur emploi, comme en 2023.

Graphique 23

Evolution : sécurité de l'emploi

De manière générale : quelle est, d'après vous, la sécurité de votre emploi ?

en % du corps électoral exerçant une activité professionnelle



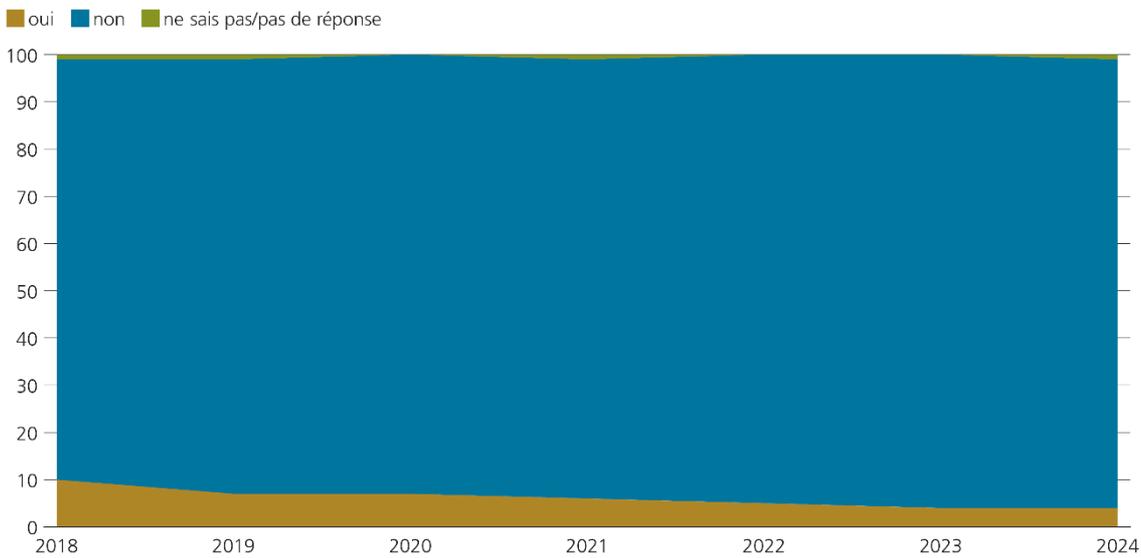
q Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1417)

Graphique 24

Evolution : perte d'emploi au cours des 12 derniers mois

Avez-vous au moins perdu une fois votre emploi lors de ces 12 derniers mois ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 2250)

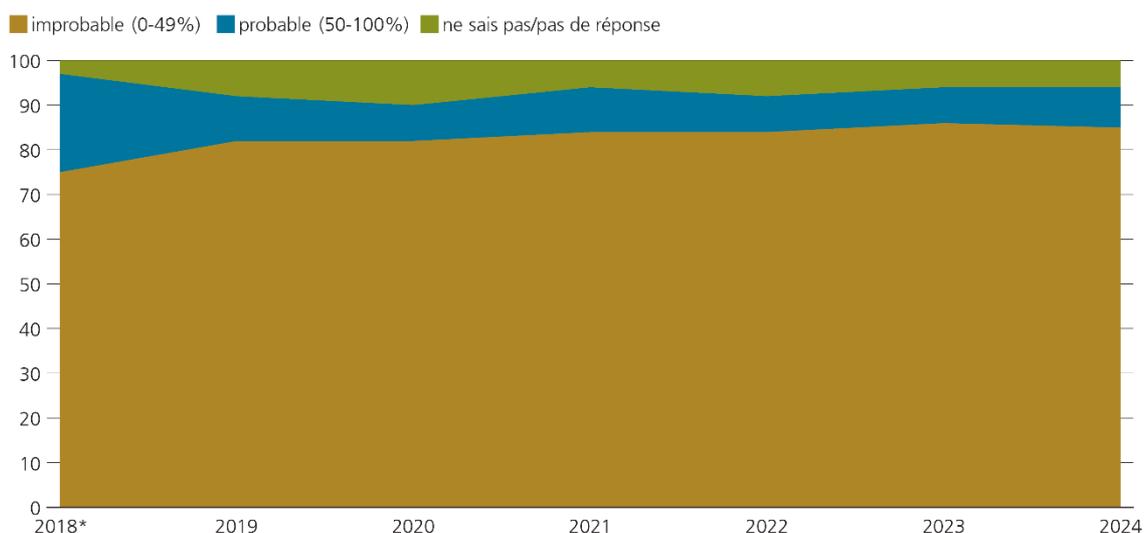
A une époque où les nouvelles applications dans le domaine de l'intelligence artificielle jouent un rôle de plus en plus important, l'automatisation du monde du travail reste d'actualité. Néanmoins, la grande majorité des actifs suisses ne s'attendent pas à perdre leur emploi au cours des cinq prochaines années en raison de l'automatisation croissante. 85% des personnes interrogées estiment que la probabilité d'une automatisation est inférieure à 50%. En revanche, 9% considèrent qu'une perte d'emploi due aux innovations techniques est probable ; 6% n'ont pas donné leur avis. Les Suisses ne se sentent donc guère menacés dans leur activité professionnelle, tant de manière générale qu'en raison de l'automatisation.

Graphique 25

Evolution : probabilité de perdre son emploi à cause des nouvelles technologies

À quel niveau (0-100) évaluez-vous la probabilité que votre emploi soit automatisé dans les 5 prochaines années par un robot, une nouvelle technologie ou un logiciel intelligent ?

en % du corps électoral exerçant une activité professionnelle



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1417), *2018 : dans les 10 prochaines années

4.2. Situation économique générale

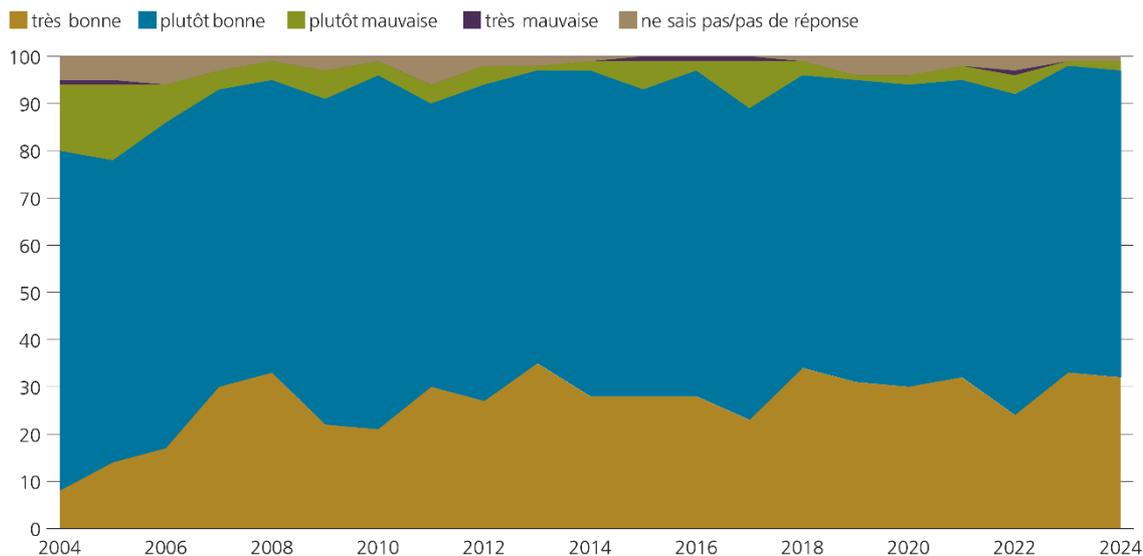
La plupart des votants se préoccupent peu de leur propre situation économique. Ils jugent également plutôt bonne (65%) ou très bonne (32%) la situation économique générale de la Suisse par rapport à l'étranger. Personne n'indique que l'économie suisse va très mal et seuls 2% estiment qu'elle est plutôt en moins bonne posture que les économies étrangères. L'économie helvétique bénéficiait déjà d'une évaluation très positive les années précédentes.

Graphique 26

Evolution : comparaison des économies suisse et étrangères

Dans quelle situation se trouve l'économie suisse par rapport à l'étranger ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

En tant que petit Etat au centre de l'Europe, la Suisse a besoin de développer ses relations économiques à l'international. Les pays de l'UE les plus proches d'elle sont actuellement ses principaux partenaires commerciaux⁴. Toutefois, en raison de l'évolution incertaine des relations bilatérales de la Suisse avec l'UE, la question se pose de savoir dans quelle mesure l'économie suisse pourrait se tourner vers d'autres partenaires commerciaux.

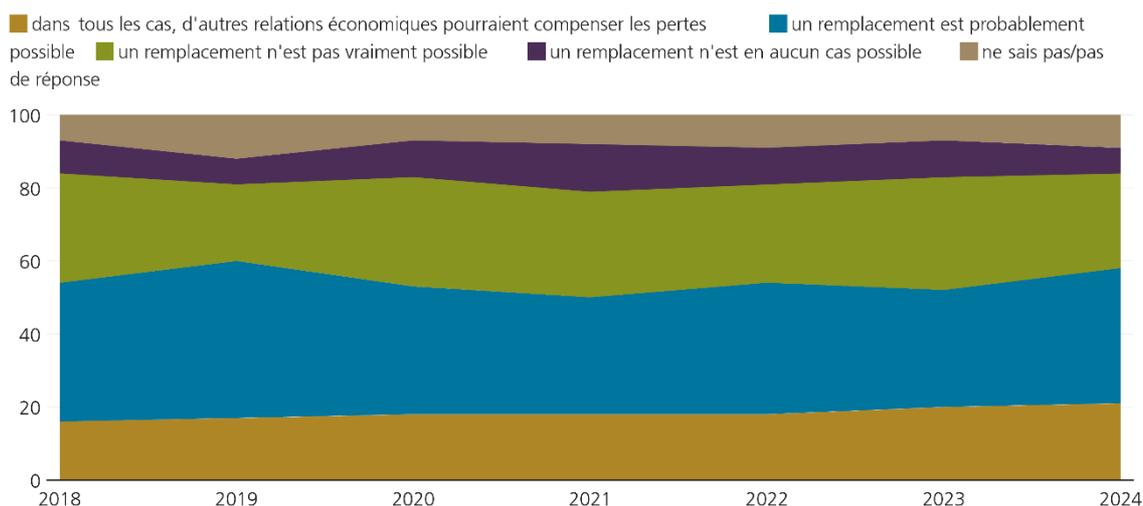
Comme l'année précédente, environ un cinquième de la population votante estime que les relations économiques avec des pays tiers tels que la Chine ou les Etats-Unis pourraient compenser un accès moins facile au marché de l'UE. 37% pensent même qu'un remplacement est probablement possible. En tout, une majorité de 58% part plutôt du principe ou est totalement convaincue que la Suisse pourrait atteindre la même performance économique avec d'autres partenaires commerciaux. C'est 6 pp de plus qu'en 2023. 26% pensent qu'un remplacement n'est pas vraiment possible (-5 pp) et 7% indiquent qu'un remplacement n'est en aucun cas possible (-3 pp). 9% ne peuvent ou ne veulent pas se prononcer (+2 pp). Dans l'ensemble, la part de ceux qui sont optimistes quant au renforcement des relations commerciales avec des pays tiers s'est encore une fois quelque peu accrue.

Graphique 27

Evolution : remplacement des relations commerciales avec l'UE

Au cas où l'accès au marché de l'UE devait se dégrader avec des conséquences pour notre économie : un renforcement des relations commerciales de la Suisse avec de grands pays tiers comme la Chine ou les Etats-Unis pourrait-il suffisamment compenser les pertes ? Ce remplacement est-il possible ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

⁴ <https://www.eda.admin.ch/europa/fr/home/dienstleistungen-publikationen/schweiz-eu-in-zahlen.html>

Compte tenu de l'influence croissante des grandes puissances dans le commerce mondial, la Suisse doit aussi réfléchir à la stratégie qu'elle devra suivre à long terme dans le cadre de sa politique économique. Les personnes interrogées sont divisées sur la façon de réussir dans ce domaine : certaines penchent pour une politique autonome de niche, d'autres pour une position plus proche de l'UE. Près de la moitié (48%) préconise que la Suisse se rapproche d'une position unifiée avec l'UE. Une grande minorité de 38% est néanmoins en faveur d'une politique économique autonome. En outre, 14% des votants ne peuvent ou ne veulent pas évaluer ce sujet.

Depuis 2022, les fronts ont peu évolué sur cette question. Mais entre 2019 et 2021, les partisans d'une politique de niche représentaient encore une majorité (relative). En résumé, la plupart des citoyennes et des citoyens voient un avantage à commercer avec de grands pays tiers en dehors de l'UE. La Suisse ne doit toutefois pas trop se couper de ses voisins européens en matière de politique commerciale si elle veut continuer à exister dans le commerce mondial.

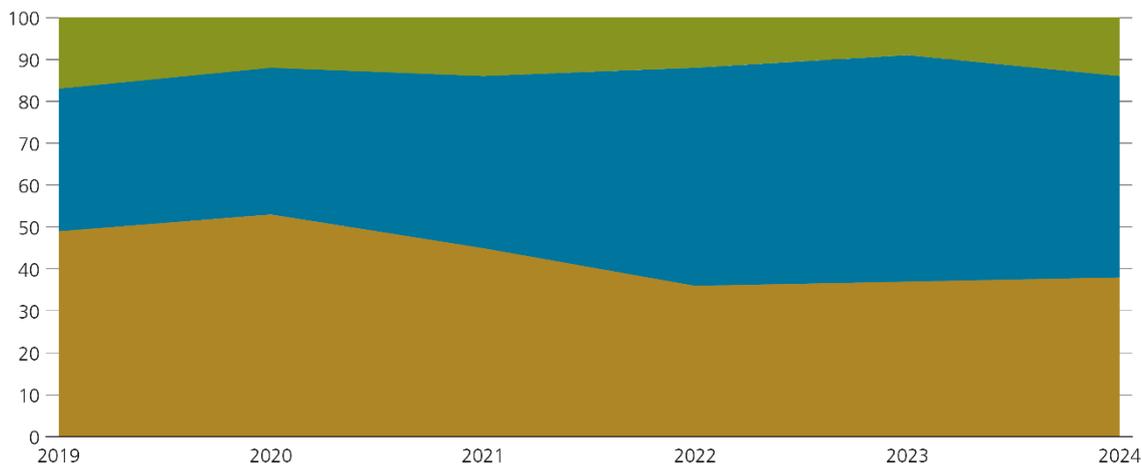
Graphique 29

Evolution : stratégie appropriée de la Suisse dans le commerce mondial

Le commerce mondial est parfois contrôlé par la politique de puissance des grandes nations. Quelle stratégie la Suisse devrait-elle plutôt suivre dans ce cas - A ou B ?

en % du corps électoral

■ A - appliquer une politique autonome de niche ■ B - s'appuyer plus fortement sur une position unie de l'UE pour renforcer une position de négociation ■ ne sais pas/pas de réponse



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

4.3. Economie, politique et société

L'économie suisse déploie aussi ses effets sur le plan social. Pour une grande majorité des votants, il est clair que l'ensemble de la société profite d'une économie nationale en bonne santé (83%).

Dans le même temps, près des trois quarts trouvent injuste que la charge fiscale diminue pour les entreprises, tandis que la classe moyenne suisse doit payer des cotisations sociales et des primes par habitant plus élevées (73%). Toutefois, la proportion de personnes plutôt ou tout à fait d'accord avec cette affirmation a nettement baissé depuis 2023 (-14 pp). Et une majorité de la population votante reste favorable à ce que la politique propose des offres attractives aux entreprises afin de compenser le terrain perdu par rapport à la concurrence internationale (57%). Ainsi, les votants veulent continuer à renforcer la place économique suisse, mais pas exclusivement avec des réductions d'impôts à compenser par des taxes plus élevées pour la population.

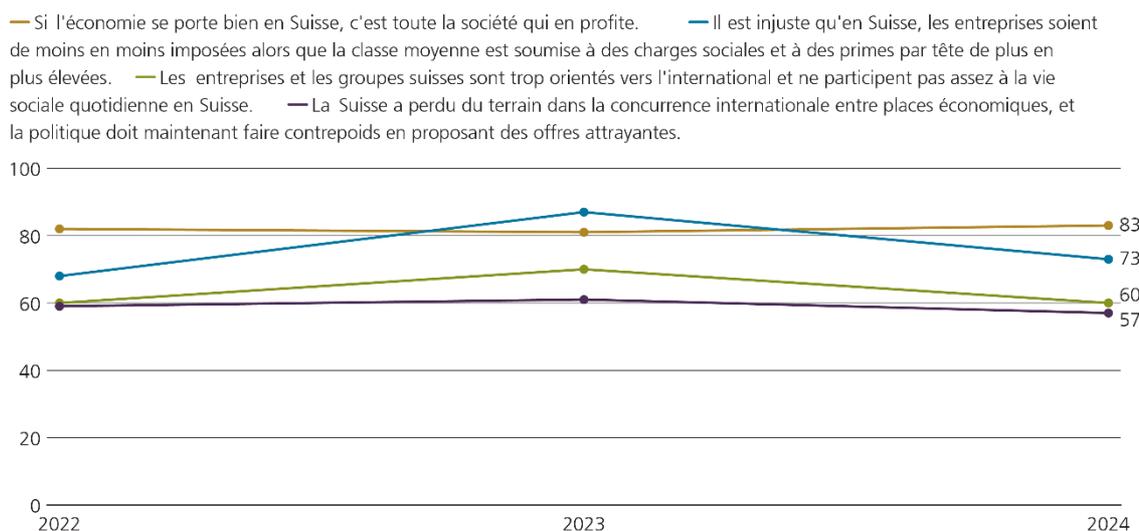
60% des sondés estiment que les entreprises suisses sont trop orientées à l'international et participent trop peu à la vie sociale en Suisse. Bien que nettement moins de personnes approuvent cette affirmation qu'en 2023 (-10 pp), beaucoup pensent que des mesures s'imposent dans ce domaine.

Graphique 28

Evolution : affirmations concernant l'économie et la politique

Voici maintenant quelques affirmations concernant l'économie et la politique. Veuillez indiquer à chaque fois si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.

en % du corps électoral, pourcentage tout à fait / plutôt d'accord



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

Les attentes concernant l'engagement des entreprises dans la société concernent surtout la formation, l'environnement et les inégalités sociales. Un engagement politique est par contre beaucoup moins souvent souhaité :

- Près de la moitié des personnes interrogées incluent la formation parmi les trois domaines dans lesquels, selon elles, l'engagement des entreprises est le plus important (48%).
- L'engagement en faveur de l'environnement (46%) vient juste après. Pour beaucoup (38%), le développement de pratiques commerciales et d'innovation durables est également une priorité.

- La 3^e place revient à l’engagement social en faveur des personnes défavorisées (40%).
- 27% jugent la promotion de la santé particulièrement importante.
- Moins d’un cinquième attend des entreprises qu’elles s’engagent en premier lieu en faveur des minorités sociales, de l’art et de la culture, du bien-être animal ou du sport.
- De même, la participation active aux débats politiques nationaux est peu plébiscitée. Presque personne n’accorde la priorité aux dons d’argent à des partis politiques.

Suivant le sexe et l’âge, les intérêts diffèrent lorsqu’il est question d’engagement des entreprises : les femmes plus que les hommes souhaitent un engagement pour la protection de l’environnement, le bien-être animal et le bien-être des minorités. Les hommes, eux, veulent un plus grand engagement en faveur des personnes défavorisées, dans le développement de pratiques commerciales durables, dans des débats politiques et dans le sport.

Le sport compte également beaucoup pour les jeunes, tout comme l’engagement pour l’environnement et les personnes défavorisées. Les personnes plus âgées, pour leur part, apprécient le sponsoring et l’engagement en faveur de la culture, du bien-être animal et des questions politiques.

Graphique 29

Engagement des entreprises dans la société par sexe et par âge

Dans quels domaines trouvez-vous utile que les entreprises s’impliquent et s’engagent pour la société ? Veuillez sélectionner les trois domaines les plus importants à vos yeux.

en % du corps électoral

Engagement	Homme	Femme	18-39 ans	40-64 ans	65 ans et plus
Engagement dans le domaine de l’éducation et de la formation tout au long de la vie	48	49	49	49	46
Engagement en faveur de l’environnement (changement climatique, biodiversité, etc.)	43	48	51	45	41
Engagement social en faveur des personnes défavorisées	42	39	46	38	37
Développement de pratiques commerciales et d’innovations durables	40	35	32	43	35
Promotion des programmes de santé et de bien-être dans la communauté	28	26	22	31	26
Engagement actif en faveur des minorités (p. ex. LGBTQ, personnes en situation de handicap, etc.)	17	21	22	17	18
Soutien à l’art et à la culture	18	18	15	16	23
Engagement en faveur du bien-être animal	11	22	18	11	24
Participation active au débat politique d’un pays	18	14	9	17	22
Sponsoring dans le sport	18	13	20	14	12
Aucune de ces propositions	2	2	3	2	1
Dons aux partis politiques	2	1	0	1	2

Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1263)

4.4. Innovation et numérisation

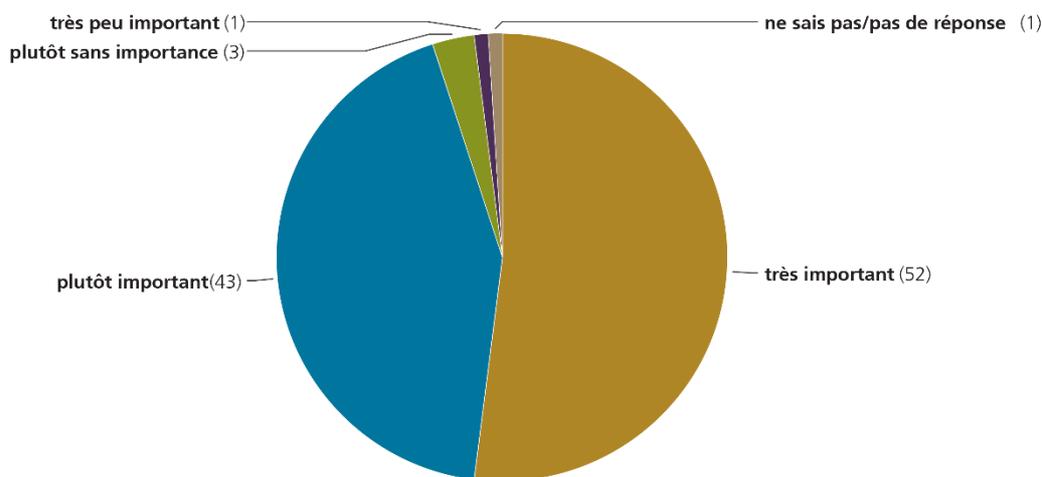
Pour les électeurs suisses, il est clair que l'innovation est un facteur très important pour le développement économique d'un pays. 52% souscrivent à cette affirmation. En outre, 43% des sondés déclarent que l'innovation est plutôt importante. De ce fait, la part de ceux qui considèrent l'innovation comme plutôt sans importance ou très peu importante pour l'économie est très faible (4%). L'innovation revêt également une grande importance pour les citoyennes et les citoyens à titre personnel, mais un peu moins que pour l'économie. 38% déclarent que l'innovation est très importante pour eux personnellement. Pour 54%, l'innovation est plutôt importante.

Graphique 30

Importance de l'innovation pour le développement économique d'un pays

Quelle est l'importance de l'innovation pour le développement économique d'un pays ?

en % du corps électoral

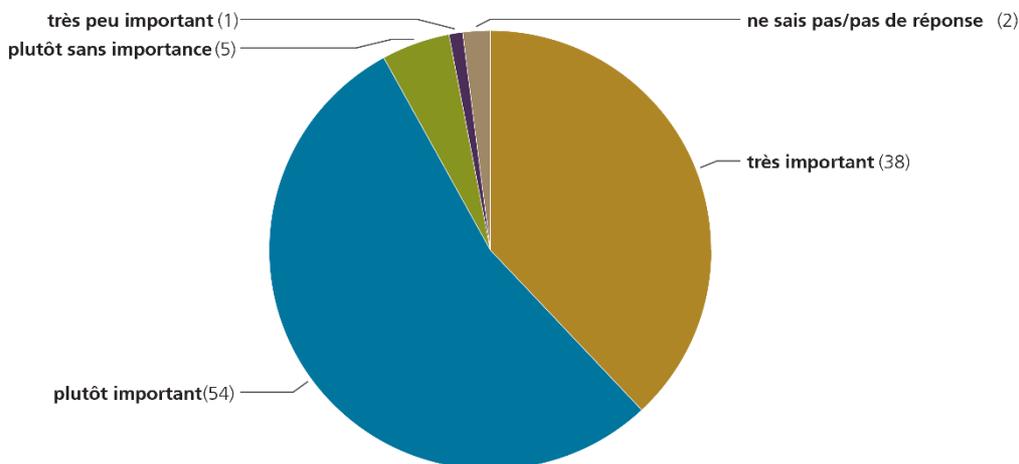


Graphique 31

Importance de l'innovation

Quelle importance accordez-vous personnellement à l'innovation ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1263)

Du point de vue de la population interrogée, la Suisse est généralement favorable à l'innovation : en moyenne, les votants évaluent que les conditions sont favorables à l'innovation à raison de 6,4 sur une échelle de 10 (0 = pas du tout encouragée, 10 = extrêmement encouragée).

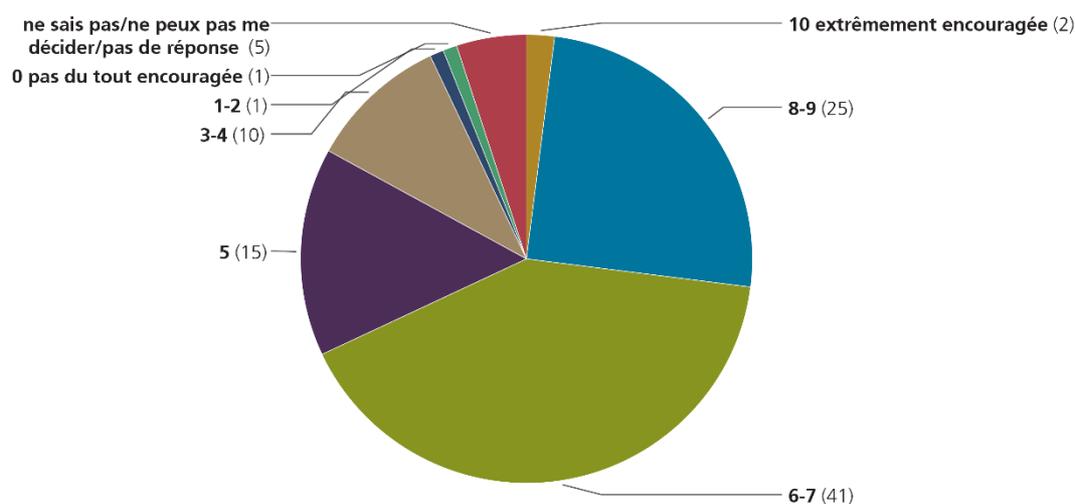
Une majorité d'entre eux opte pour une valeur de 6 ou de 7 (41%), un quart pour une valeur de 8 ou 9, tandis que 2% des votants juge la Suisse extrêmement favorable à l'innovation. Dans l'ensemble, le pays est donc plutôt considéré comme favorable à l'innovation, même si les valeurs 6 et 7 sont nettement plus fréquentes que celles du haut de l'échelle. A l'autre extrémité, seuls 12% des votants trouvent que l'innovation est peu encouragée (valeurs inférieures à 5).

Graphique 32

Evaluation du climat d'innovation en Suisse

Dans quelle mesure pensez-vous que l'innovation est encouragée en Suisse ? Veuillez exprimer votre ressenti sur une échelle allant de 0 (pas du tout encouragée) à 10 (extrêmement encouragée).

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1263)

Les votants sont d'avis que la capacité d'innovation de la Suisse est fortement liée aux instituts de formation et de recherche du pays. 61% estiment que le secteur de la formation contribue grandement à la force d'innovation du pays. 34% évaluent sa contribution comme plutôt importante.

Les PME et les start-ups suisses sont aussi vues comme des moteurs d'innovation : 84% des personnes interrogées estiment que leur contribution est plutôt ou très importante. Toutefois, la forte contribution est attribuée en premier lieu aux start-ups, puis aux PME.

En 5^e et 6^e position viennent les entreprises internationales (contribuent beaucoup / sensiblement pour 81%) et le personnel qualifié (78%).

Près de la moitié des votants pensent que le Conseil fédéral ou la population en général (« Des personnes comme vous ») contribuent à la force d'innovation helvétique. Seuls 38% pensent de même pour le Parlement.

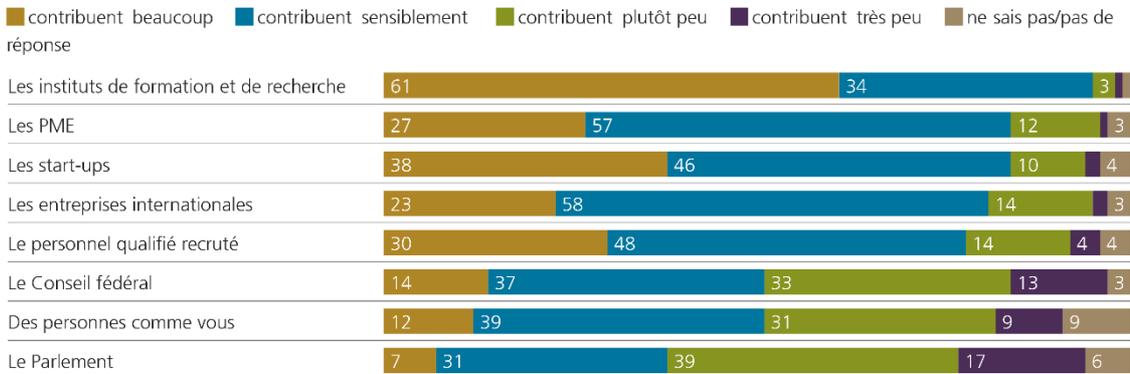
Le secteur de la formation et de la recherche est donc considéré comme le principal acteur de l'innovation. Les PME et les start-ups sont perçues comme très liées à la force d'innovation, avant même les entreprises internationales.

Graphique 33

Contribuer à la force d'innovation de la Suisse

La Suisse est considérée comme l'un des pays les plus innovants au monde. Parmi les suivants, quels sont les groupes ou acteurs qui selon vous contribuent à rendre la Suisse aussi innovante ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1263)

Il semble donc que les différents acteurs de poids contribuent à ce que la Suisse s'impose en termes de force d'innovation face à d'autres pays : en moyenne, les personnes interrogées attribuent une valeur de 7,1 sur une échelle allant de 0 (pas du tout innovant) à 10 (extrêmement innovant). 43% des électeurs attribuent même à la Suisse une valeur de 8 ou plus.

La Chine, les Etats-Unis et la Corée du Sud, qui forment un groupe assez homogène, occupent les places suivantes, mais un certain écart existe avec la Suisse. Leur capacité d'innovation est évaluée entre 6,4 et 6,6 en moyenne. Près d'un tiers attribue à ces pays des valeurs record entre 8 et 10. Il est d'ailleurs frappant de constater que bien que la moyenne des résultats de ces trois pays soit nettement inférieure à celle de la Suisse, davantage de personnes leur attribuent une valeur maximale de 10.

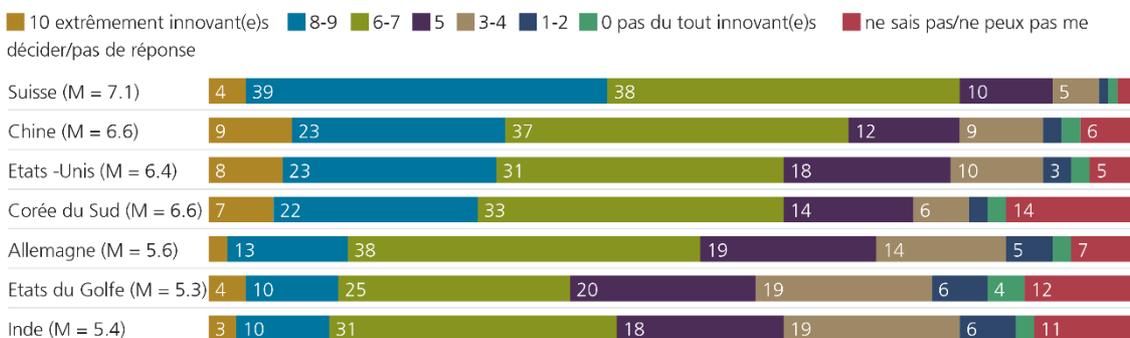
L'Allemagne (5,6 en moyenne), l'Inde (5,4) et les pays du Golfe (5,3) occupent les dernières places du classement.

Graphique 34

Force d'innovation de différents pays

De manière générale, quelle est selon vous la capacité d'innovation dont font preuve les pays suivants actuellement ? Veuillez exprimer votre ressenti sur une échelle allant de 0 (pas du tout innovant) à 10 (extrêmement innovant).

en % du corps électoral



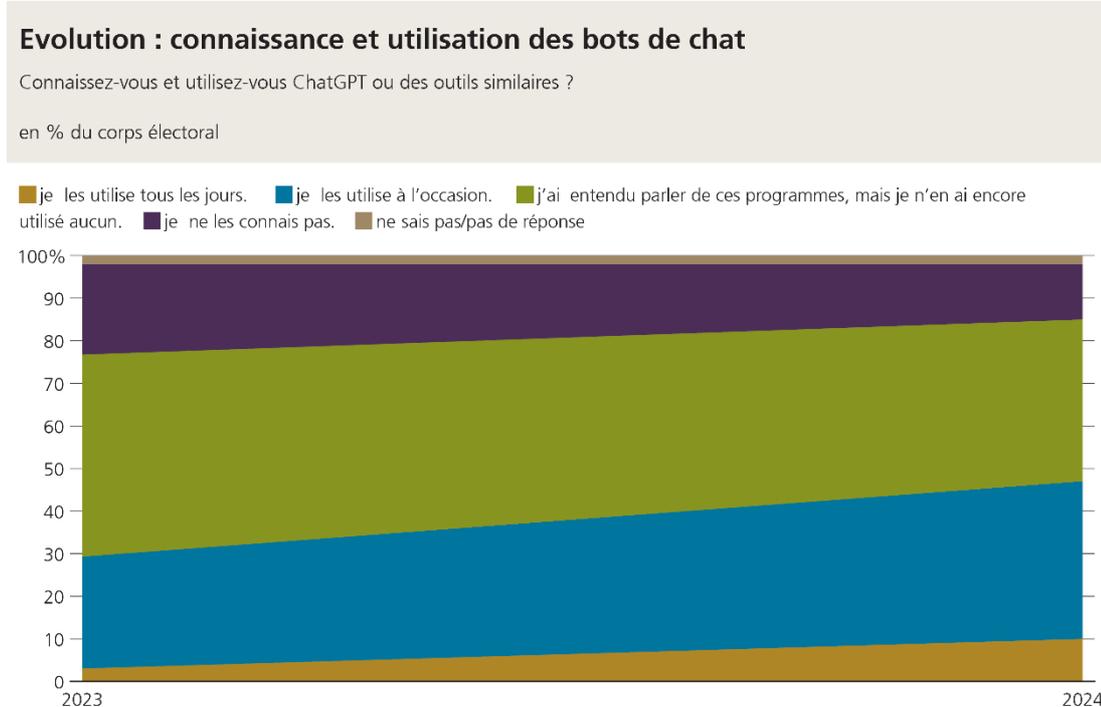
Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1263)

En matière d'innovation, on n'observe guère de nouvelles applications dans le domaine de l'intelligence artificielle générative actuellement. Ces outils se distinguent par le fait qu'ils sont en mesure de créer de nouveaux contenus textuels, visuels ou musicaux selon les idées des utilisateurs à l'aide de modèles complexes.

La notoriété et le niveau d'utilisation de ces applications ont nettement progressé l'an dernier. Aujourd'hui, près de la moitié des sondés utilisent des outils comme ChatGPT, dont 10% chaque jour (+7 pp) et 37% occasionnellement (+11 pp). Par rapport à 2023, la part de ceux qui ne connaissent pas ces outils est en revanche tombée à 13% (-8 pp). 38% déclarent connaître le principe des nouveaux agents conversationnels (ou « chatbots »), mais ne les avoir jamais utilisés eux-mêmes (-9 pp). Dans l'ensemble, 85% de la population déclarent ainsi connaître ou utiliser ces outils.

Toutefois, le niveau de confiance dans les systèmes d'IA disponibles aujourd'hui est très variable. 30% des électeurs indiquent avoir une grande confiance, ou du moins une certaine confiance, dans la précision des systèmes actuels, tandis que 37% ont peu ou n'ont pas confiance en eux. On relèvera néanmoins que la part des personnes défiantes a baissé par rapport à l'année précédente (11%, -7 pp). En revanche, davantage de personnes ont une attitude ambivalente : 31% n'ont ni beaucoup ni peu confiance dans la fiabilité des systèmes d'IA (+8 pp). Il reste à voir dans quelle direction évoluera la confiance dans ces outils à l'avenir.

Graphique 35



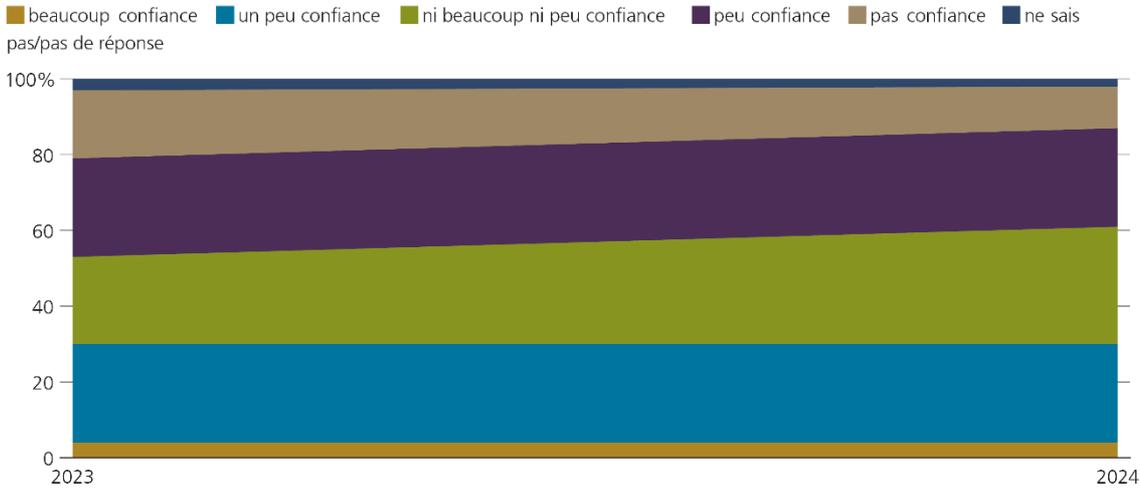
Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1263)

Graphique 36

Evolution : confiance dans la fiabilité et la précision des systèmes d'IA disponibles aujourd'hui

Actuellement, la montée en puissance de l'intelligence artificielle (IA) est un thème d'ampleur. Faites-vous confiance à la fiabilité et à la précision des systèmes d'IA aujourd'hui disponibles ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1263)

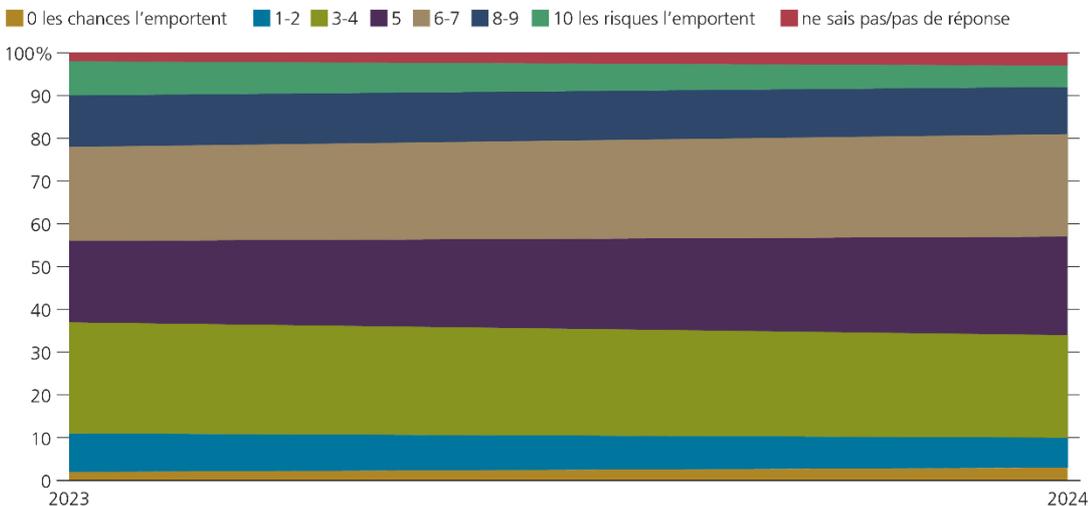
L'image globale concernant les opportunités et les risques de l'intelligence artificielle est similaire à celle sur la confiance dans les systèmes d'IA. Pour 34% des électeurs, les chances l'emportent (valeur inférieure à 5 sur une échelle de 0 à 10), tandis que 40% estiment que les risques sont plus élevés (valeur supérieure à 5). Près d'un quart d'entre eux considèrent qu'il y a autant de chances que de risques (23%) et 3% ne répondent pas à la question. Dans l'ensemble, les risques de l'IA sont actuellement jugés un peu plus élevés que les chances, mais une grande minorité souligne plutôt les opportunités. En outre, un nombre relativement élevé de personnes sont divisées, ce qui indique qu'il est difficile de se forger une opinion définitive à ce stade précoce.

Graphique 37

Evolution : évaluation des chances et des risques de l'intelligence artificielle

Qu'est-ce qui l'emporte à votre avis ? Les opportunités ou les risques lié(e)s à l'intelligence artificielle ? Merci de les classer sur une échelle allant de 0 (les chances l'emportent) à 10 (les risques l'emportent).

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1263)

5. Géopolitique

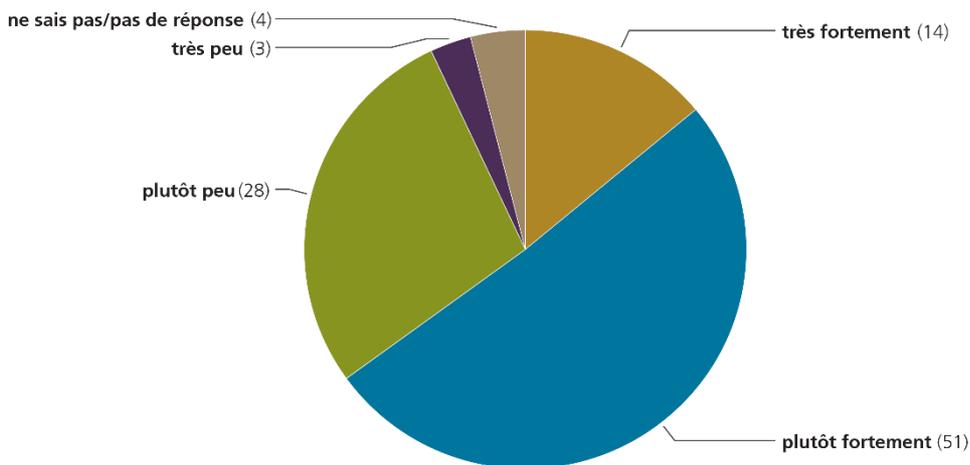
Le monde change constamment, comme en témoigne l'actualité et son cortège de guerres, de conflits, de nouvelles alliances et de changements de pouvoir. La plupart des votants suisses s'inquiètent des bouleversements géopolitiques qui pourraient survenir à l'avenir. La situation dans le monde préoccupe plutôt fortement la moitié des votants et même très fortement 14% d'entre eux. Seulement un tiers s'en préoccupe plutôt peu ou très peu (31%).

Graphique 38

Inquiétude quant à d'éventuels changements géopolitiques majeurs à l'avenir

Dans quelle mesure les grands changements géopolitiques susceptibles de survenir dans le futur vous préoccupent-ils ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

Tous les citoyennes et citoyens ne sont pas préoccupés par les bouleversements géopolitiques possibles de la même manière. Ceux ayant un haut niveau de formation sont nettement plus en souci (73%) que ceux qui ont un niveau de formation moyen ou bas (55% et 56%). Cela se comprend car les personnes très instruites ont aussi tendance à s'informer sur la politique et sur les développements internationaux.

Les électeurs se situant politiquement à gauche se soucient eux aussi plus de la situation géopolitique (77%) que les personnes du centre (58%) ou de la droite (63%). En outre, la population des villes est davantage préoccupée par cette question (70%) que celle des communes intermédiaires (61%) et des campagnes (54%).

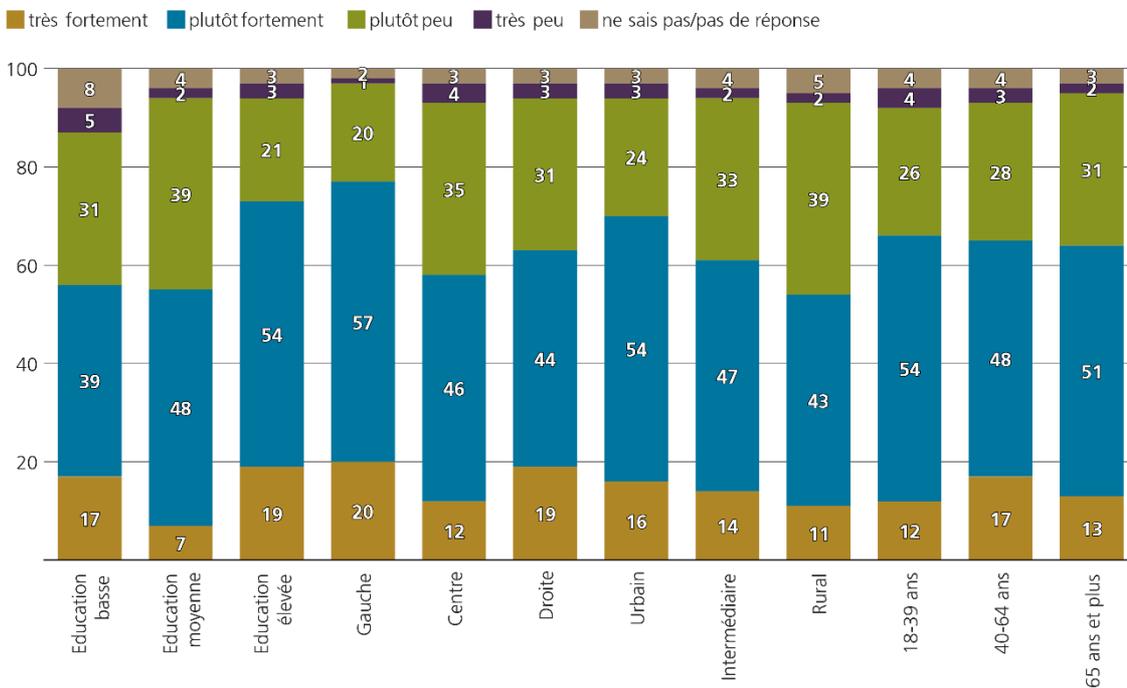
En revanche, l'âge n'a aucune influence sur le degré d'inquiétude au sujet des changements géopolitiques futurs.

Graphique 39

Inquiétude quant à d'éventuels changements géopolitiques majeurs à l'avenir - comparaison

Dans quelle mesure les grands changements géopolitiques susceptibles de survenir dans le futur vous préoccupent-ils ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

Malgré les inquiétudes élevées des citoyens face à l'évolution géopolitique, ceux-ci ont plutôt confiance dans le degré de préparation et la capacité d'adaptation de la Suisse : près de la moitié d'entre eux estiment que la Suisse est très ou plutôt préparée aux grands changements géopolitiques. Par contre, 42% sont plutôt ou très pessimistes.

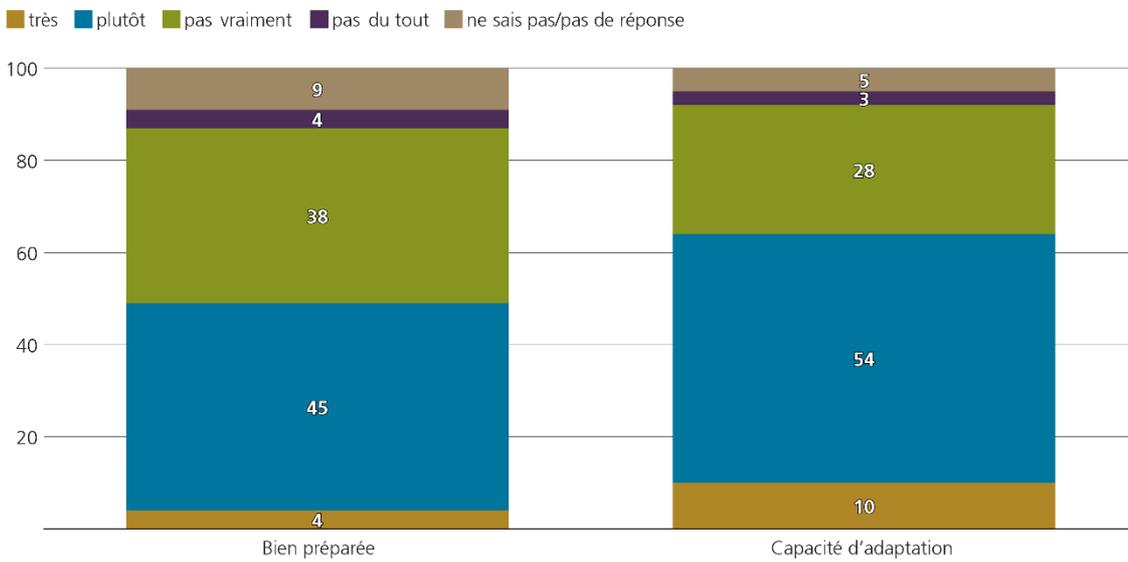
Par ailleurs, près des deux tiers des sondés sont convaincus que le pays est capable de s'adapter aux bouleversements qui surviendraient sur la scène géopolitique. Seuls 31% jugent que la Suisse ne serait plutôt pas, voire pas du tout, capable de s'adapter.

Graphique 40

Situation de départ et capacité d'adaptation de la Suisse en cas de grands changements géopolitiques

Dans quelle mesure pensez-vous que la Suisse est préparée à faire face aux grands changements géopolitiques susceptibles de survenir dans le futur ?
 Comment évaluez-vous la capacité d'adaptation de la Suisse face aux grands changements géopolitiques susceptibles de survenir dans le futur ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

L'élection présidentielle américaine de novembre 2024 est un exemple très actuel de changements géopolitiques possibles. Au moment de l'enquête, personne ne savait encore qui, de la candidate démocrate Kamala Harris ou de l'ex-président républicain Donald Trump, allait remporter la course à la Maison Blanche. Jusqu'au jour de l'élection, de nombreux analystes ont estimé que l'issue était très difficile à prévoir, tant les scores étaient serrés. En particulier en cas de victoire de Donald Trump – qui s'est matérialisée entretemps – il fallait s'attendre à des changements notables sur la scène politique internationale.

Une majorité des électeurs (54%) avaient déclaré être plutôt ou très préoccupés par les élections américaines. En revanche, une grande minorité de 43% n'était pas ou plutôt pas inquiète.

Les femmes étaient plus préoccupées par l'issue de l'élection présidentielle américaine que les hommes. L'une des raisons pourrait en être les possibles restrictions des droits des femmes aux Etats-Unis sous Trump : après qu'il avait fait réélire plusieurs juges conservateurs à la Cour suprême durant son premier mandat, le droit national à l'avortement avait été abrogé en 2022.

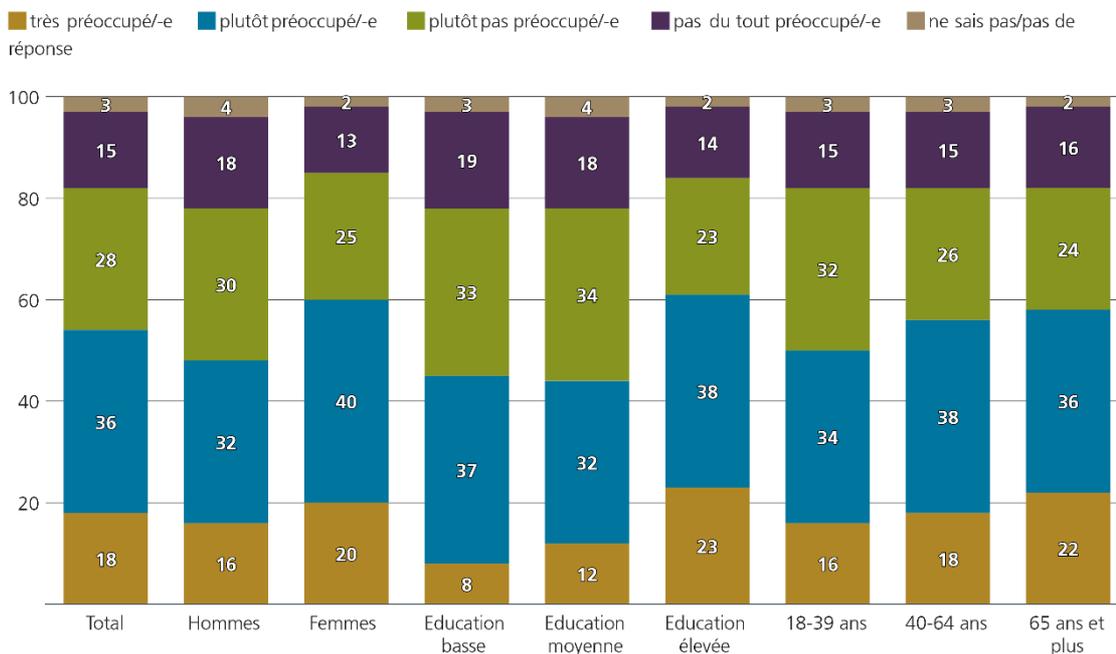
Une petite majorité des personnes ayant un niveau de formation faible ou moyen se disaient peu inquiètes à propos des élections américaines, alors que 61% des personnes ayant un niveau de formation élevé étaient préoccupées. Même si les électeurs âgés avaient tendance à s'inquiéter davantage que les plus jeunes, le résultat ne variait que légèrement entre les tranches d'âge.

Graphique 41

Inquiétude quant à la prochaine élection présidentielle américaine - comparaison

Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé/-e par les élections présidentielles américaines à venir ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

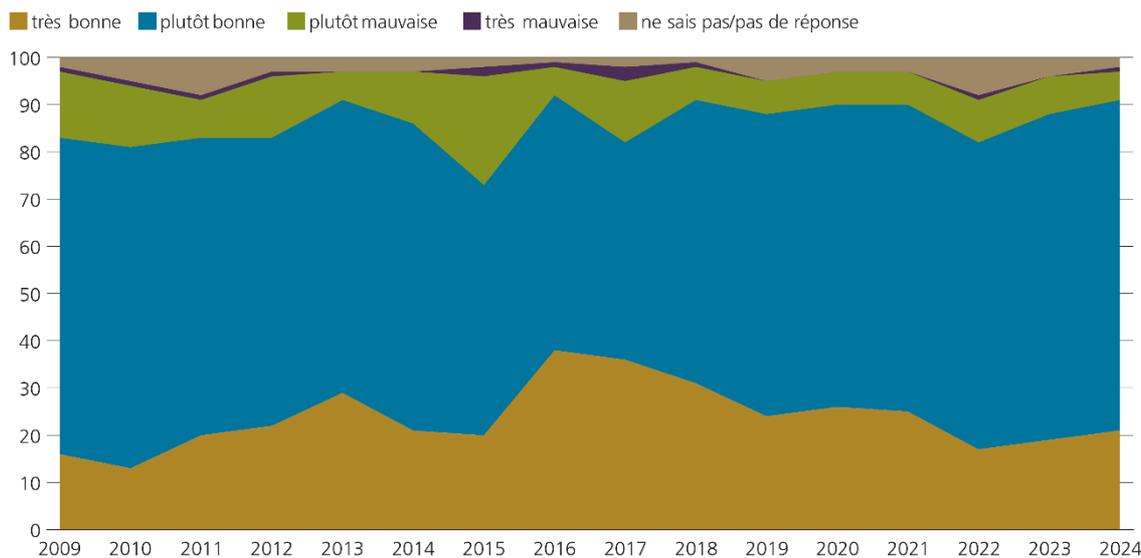
Alors que les votants sont divisés à propos de l'élection présidentielle outre-Atlantique, ils sont largement d'accord sur l'image de la Suisse à l'étranger. La grande majorité pense que la réputation internationale de la Suisse est bonne. 70% jugent celle-ci plutôt bonne et 21% même très bonne. L'image de la Suisse est donc globalement un peu plus positive que l'année précédente (+3 pp). Moins de 10% des sondés pensent que l'image de la Suisse à l'étranger est mauvaise ou plutôt mauvaise.

Graphique 42

Evolution : réputation actuelle de la Suisse à l'étranger

Selon vous, quelle est la réputation / l'image dont jouit la Suisse à l'étranger ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

La plupart des personnes interrogées ont aussi l'impression que l'image de la Suisse n'a pas changé au cours des 12 derniers mois (40%). Ce groupe s'est très légèrement étoffé depuis 2023 (+6 pp). Cependant, un tiers estime que la réputation du pays s'est plutôt détériorée et 3% la jugent même bien moins bonne que l'année précédente. A l'inverse, seuls 18% des électeurs pensent que l'image de la Suisse s'est plutôt améliorée durant l'année écoulée.

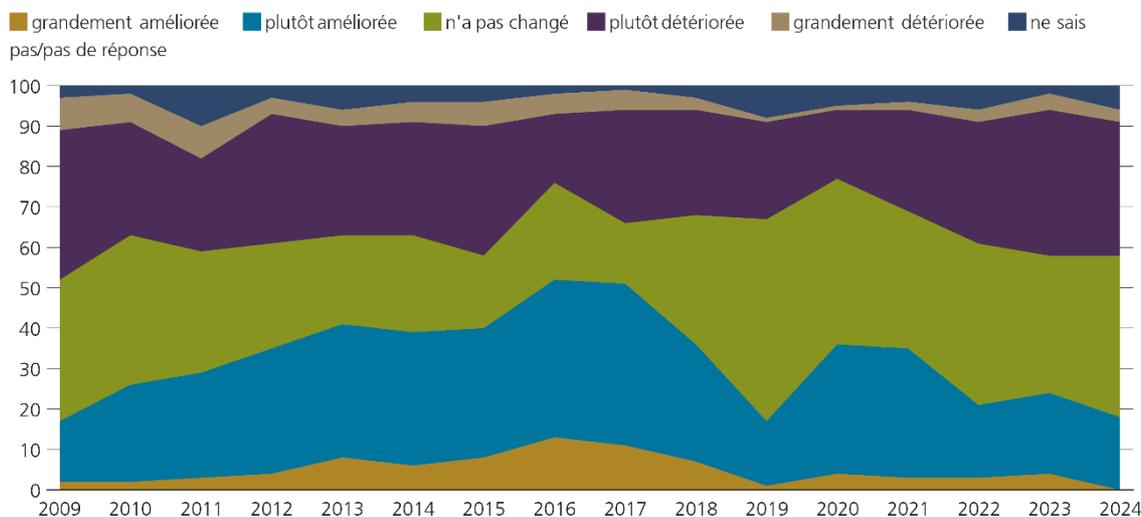
Dans l'ensemble, les citoyennes et citoyens suisses continuent donc à estimer que leur pays est perçu de manière positive à l'étranger. Certaines personnes craignent certes que son image ne se soit détériorée ces derniers temps, mais la plupart jugent stable (voire en légère amélioration) la réputation du pays.

Graphique 43

Evolution : changement de la réputation / de l'image de la Suisse à l'étranger au cours des 12 derniers mois

Dans quelle mesure la réputation / l'image de la Suisse vis-à-vis de l'étranger s'est-elle modifiée ces 12 derniers mois ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

Pour un petit pays comme la Suisse, la complexification croissante de la situation politique mondiale constitue un défi. Les acteurs politiques suisses doivent réfléchir à l'attitude à adopter pour faire valoir au mieux les intérêts nationaux vis-à-vis de l'étranger.

A en croire les personnes interrogées, la Suisse se comporte de manière plutôt défensive sur la scène internationale lorsqu'il en va de ses intérêts. C'est du moins l'avis de 55% d'entre elles. Pour 13%, la Suisse a même une attitude très défensive. Inversement, moins d'un quart (22%) juge la Suisse plutôt ou très offensive. Cette évaluation n'a pas évolué sur les cinq dernières années. A titre de comparaison, une majorité (relative) considérait encore le comportement suisse comme offensif au milieu des années 2010. Il est possible que les discussions sur l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE ainsi que l'impasse qui a suivi l'échec des premières négociations en 2021 aient contribué à une perception plus défensive de la Suisse.

La grande majorité des votants (76%) souhaitent que la Suisse se montre plus offensive vis-à-vis de l'étranger afin de défendre ses intérêts. 55% seraient favorables à une attitude plutôt offensive et 21% à un comportement beaucoup plus offensif. Seuls 13% recommanderaient une position plus défensive qu'aujourd'hui. Le désir d'un comportement plus offensif a légèrement diminué par rapport à l'année précédente, mais se situe dans la moyenne à long terme.

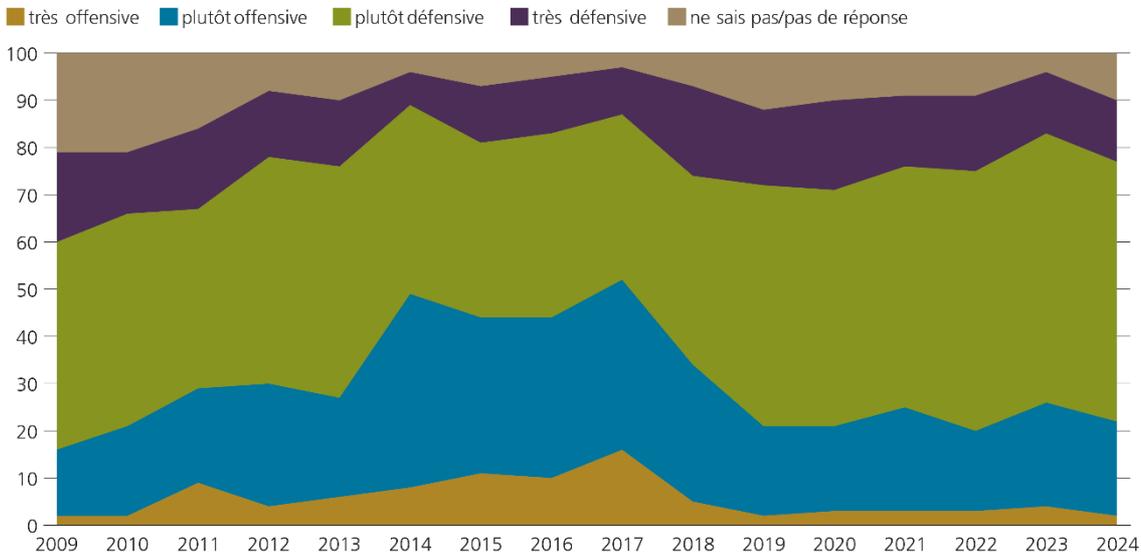
Il y a donc un écart entre la façon de percevoir la Suisse à l'étranger et les préférences de la population votante. En cette période difficile sur le plan géopolitique, un comportement plus offensif de la Suisse serait souhaitable pour beaucoup.

Graphique 44

Evolution : comportement de la politique suisse vis-à-vis de l'étranger

Quelle est la politique de la Suisse par rapport à l'étranger lorsqu'il en va des intérêts du pays ?

en % du corps électoral



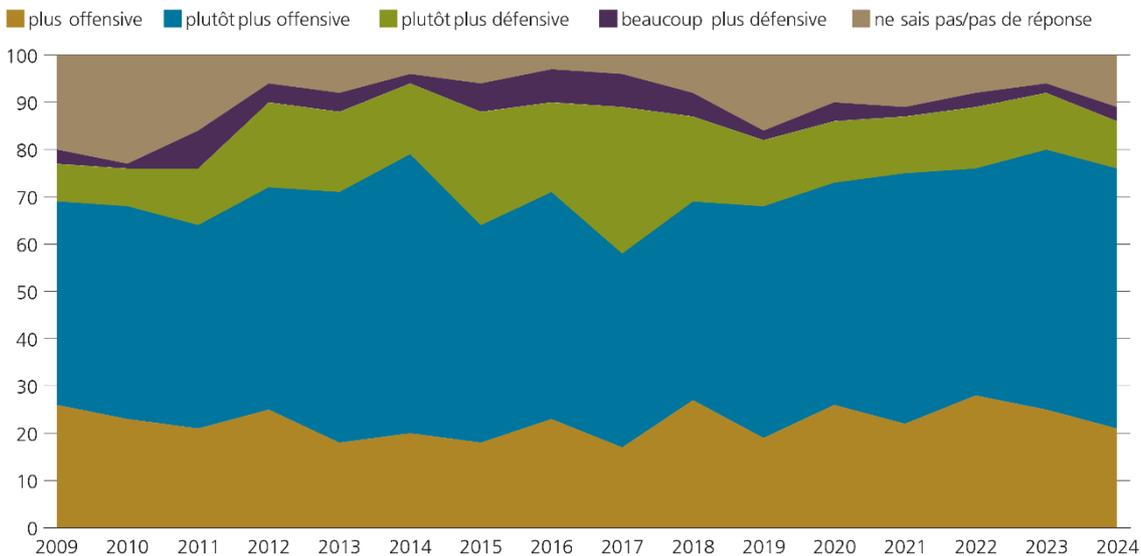
Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

Graphique 45

Evolution : comportement souhaité de la politique suisse vis-à-vis de l'étranger

Et quelle devrait être la politique de la Suisse vis-à-vis de l'étranger lorsqu'il en va des intérêts du pays ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, août / septembre 2024 (N = 1237)

6. Synthèse

Voici les conclusions de cette étude :

Tous les yeux
sont rivés sur
le système
de santé

Les problèmes urgents concernant le système de santé concentrent toute l'attention et relèguent les autres sujets au second plan. D'une part, la hausse des coûts de la santé pèse très lourd dans les inquiétudes généralisées concernant l'augmentation du coût de la vie. D'autre part, le système de santé préoccupe aussi la population dans le cadre de nombreux projets de loi soumis aux urnes en 2024 (réduction des primes, frein aux coûts, loi EFAS). Outre la prévoyance vieillesse, le système de santé est le principal domaine politique dans lequel des réformes fondamentales sont jugées indispensables, sans toutefois qu'on ne voie quelle recette serait la bonne. La complexité du sujet, les intérêts divergents de nombreux acteurs ainsi que la peur d'une réduction des prestations représentent en effet d'énormes défis.

Incertitude
croissante
dans la vie
quotidienne

Dans un monde toujours plus incertain, on observe une cristallisation des préoccupations dans des peurs matérialistes et des inquiétudes à propos de la sécurité au quotidien. Les questions existentielles concernant l'approvisionnement de base, qui étaient centrales durant la pandémie de coronavirus ou dans la discussion sur l'approvisionnement énergétique, ont perdu de leur importance. D'autres thèmes occupent désormais le devant de la scène, en particulier la hausse du coût de la vie, parfois perçu comme excessif, et pour la première fois depuis longtemps, la sécurité des personnes. Dans le même temps, les préoccupations liées aux afflux humains, notamment de réfugiés et de migrants, ont nettement augmenté. Ces évolutions créent un terrain fertile pour la politique et les solutions préconisées par la droite conservatrice. En ce qui concerne le coût de la vie, mais aussi l'interaction entre l'économie et la société, les approches de la gauche (13^e rente AVS/réforme LPP) remportent toutefois toujours une majorité de voix – le plus souvent à l'inverse de ce que l'on attendrait.

Situation
géopolitique

La population suisse croit en la capacité du pays à résister aux crises, notamment en raison de sa position forte sur le plan économique. La résilience géopolitique de la Suisse est toutefois jugée plus incertaine. Comme pour la question des relations avec l'UE, la perception des votants quant aux questions extérieures et géopolitiques est fortement influencée par une perspective économique et doit être évaluée dans le contexte de la place économique. Alors que l'UE est perçue par certains sondés comme une communauté de valeurs, c'est avant tout le commerce et l'accès au marché qui comptent pour la Suisse. Les évolutions géopolitiques qui dépassent le cadre de l'Europe sont donc souvent considérées à travers le prisme de l'économie. Dans ce contexte, il semble nécessaire de mener une discussion objective et factuelle sur les interdépendances de la Suisse, en particulier vis-à-vis de l'UE, sur les possibilités qui existent de déployer des stratégies indépendantes et sur la résilience générale du pays.



Changement
climatique :
toujours une
préoccupation
majeure

L'incertitude croissante générée par les phénomènes météorologiques extrêmes comme les ouragans, les pénuries d'eau et les vagues de chaleur est de plus en plus perceptible, en Europe comme dans d'autres parties du monde. Ces phénomènes montrent de façon crue comment le changement climatique affecte la vie quotidienne et illustrent le fait que les effets de ce dernier sont loin d'être abstraits ou limités à des scénarios encore éloignés. Pour les personnes interrogées, le changement climatique reste l'un des thèmes centraux, non seulement en raison de sa dimension écologique, mais aussi pour ses conséquences directes sur l'économie, la société et les conditions de vie des personnes.



Fossés et
divisions

Les jeunes sont particulièrement préoccupés par le thème de l'environnement. Bien que le fossé générationnel soit un sujet récurrent dans les médias, peu d'éléments indiquent pour l'instant que celui-ci soit amené à se creuser davantage dans un proche avenir en Suisse. Il existe certes des divisions marquées entre les membres jeunes de la population votante et la moyenne générale au sujet de l'environnement, mais c'est aussi le cas à propos du coût de la vie ou de la sécurisation de la prévoyance vieillesse. Cependant la génération Z n'est pas un groupe homogène : les jeunes femmes et les jeunes hommes placent parfois leurs priorités de manière fondamentalement différente en ce qui concerne la sécurité sociale, mais aussi l'égalité ou la sécurité de l'approvisionnement.

7. Equipe de gfs-bern

gfs.bern AG

Effingerstrasse 14

CH-3011 Berne

+41 31 311 08 06, info@gfsbern.ch, www.gfsbern.ch



Lukas Golder

Co-directeur et président du Conseil d'administration de gfs.bern, politologue et spécialiste des médias, MAS HES en gestion de la communication, EPD ES de Chief Digital Officer, chargé de cours à la Haute école de Lucerne et au KPM de l'Université de Berne

✉ lukas.golder@gfsbern.ch

Domaines de spécialisation :

Analyses intégrées de la communication et des campagnes, analyses d'image et de réputation, analyses des médias et d'impact des médias, recherches sur la jeunesse et le changement social, les votations, les élections, la modernisation de l'Etat, les réformes de la politique de santé

Publications dans des recueils, des magazines spécialisés, dans la presse quotidienne et sur Internet



Cloé Jans

Directrice des affaires opérationnelles et porte-parole, politologue

✉ cloe.jans@gfsbern.ch

Domaines de spécialisation :

Analyses d'image et de réputation, recherches sur la jeunesse et la société, les votations, les campagnes, les élections, Issue Monitoring, recherche d'accompagnement sur des thèmes politiques, analyses des médias, réformes et questions relatives à la politique de santé, méthodes qualitatives



Marco Bürgi

Chef de projet

✉ marco.buergi@gfsbern.ch

Domaines de spécialisation :

Votations, élections, Issue Monitoring, opinions politiques



Sophie Schäfer

Scientifique de données junior

✉ sophie.schaefer@gfsbern.ch

Domaines de spécialisation :

Analyse des données, programmation, visualisation, recherches, méthodes quantitatives et qualitatives



Jenny Roberts

Scientifique de données junior

✉ jenny.roberts@gfsbern.ch

Domaines de spécialisation :

Analyse des données, programmation, visualisation, recherches, méthodes quantitatives et qualitatives



Daniel Bohn

Collaborateur de projet, informaticien spécialisé dans le développement d'applications

✉ daniel.bohn@gfsbern.ch

Domaines de spécialisation :

Analyse quantitative et qualitative des données, traitement des données, visualisation



Roland Rey

Collaborateur de projet / administration

✉ roland.rey@gfsbern.ch

Domaines de spécialisation :

Publication assistée par ordinateur, visualisation, administration de projet, administration de conférence



L'institut de recherche gfs.bern est membre de l'Association suisse des spécialistes en recherches de marché et sociales (asms) et garantit qu'aucun entretien n'est mené à des fins – déclarées ou non – de publicité, de vente ou de commande. Plus d'informations sur www.swiss-insights.ch.

Impressum et mentions légales

Impressum :

Editeur : UBS Switzerland SA, 8098 Zurich, Suisse

Responsabilité du projet gfs.bern : Cloé Jans, Lukas Golder,
Marco Bürgi

Responsabilité du projet UBS : Claudia Paluselli, Joël Frey,
Aline Noth, Corporate Communications Switzerland

Mise en page, design : Lars Thommen

Photos : Getty Images

Ces informations sont publiées par UBS Switzerland AG et/ou ses filiales et/ou ses sociétés affiliées («UBS», «nous»).

Ceci est une publication marketing qui n'est pas soumise aux dispositions légales régissant l'indépendance de l'analyse financière. Elle a été établie à titre purement informatif et ne constitue en aucun cas une recommandation, une offre ou une incitation à soumettre une offre.

Bien que toutes les informations et opinions mises à disposition proviennent de sources que nous considérons comme fiables et crédibles, UBS décline toute responsabilité, contractuelle ou implicite, quant à leur exactitude et à leur exhaustivité. Les points de vue exprimés par les autrices et auteurs externes à UBS ne reflètent pas forcément le point de vue d'UBS et de ses sociétés affiliées. L'actualité des informations se limite à la date de publication.

Toute reproduction, totale ou partielle, n'est autorisée que si la source «Baromètre des préoccupations UBS 2024» est citée.

UBS Switzerland SA
8098 Zurich
Suisse

ubs.com